

0267

81-8



C A L C U L S

S U R

LA CIRCULATION,

RELATIVEMENT

A U X I M P Ô T S,

A L'AUGMENTATION

DU PRIX DES DENRÉES,

ET A LA DIMINUTION

DU TAUX DE L'INTÉRÊT DE L'ARGENT.

*Par M. HOCQUART DE COUBRON.*

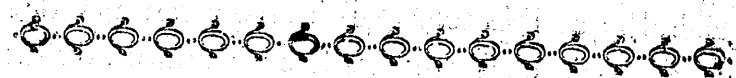
A L O N D R E S :

*De l'Imprimerie de T. Spilbury, Snow-hill.*

Se trouve chez T. PAYNE & Fils, *Mews-Gate*; P. ELMSLEY,  
*Strand*; & T. HOOKHAM, *New Bond-street.*

1787.

7



### AVIS DE L'ÉDITEUR.

CETTE production, fruit des loifirs d'un citoyen ami des hommes, & digne de les éclairer, a vu le jour chez un Peuple raisonneur & politique : elle méritoit de lui appartenir ; & je ne doute pas qu'elle n'y foit accueillie favorablement. L'Auteur y marche de démonftrations en démonftrations, fans que la profondeur de fa logique leur faffe rien perdre de leur précision & de leur netteté. Ce dernier mérite ne fera pas fenti de tous les Lecteurs, parce que la matière de ces réflexions eft abstraite, & que cette qualité, qui appartient au fonds d'un ouvrage, peut fe confondre avec l'obfcurité qui tient toujours à fa forme. Quant à la précision, on en jugera fur le nombre des pages, & fur la nature des difcuflions : fi le fujet eft traité complètement, on conviendra qu'il ne pouvoit l'être en moins de mots ; c'eft un livre important renfermé dans les bornes d'un *pamphlet*. Ce laconifme a fon prix aux yeux des Lecteurs qui n'ont point de tems à perdre, & qui aiment à penfer à chaque ligne. C'eft pour eux en

[ iv ]

général, que l'Auteur paroît avoir fait son ouvrage ; mais c'est aux penseurs Hommes d'État qu'il l'adresse en particulier. Puissent-ils étudier, approfondir, & réaliser les principes de ce nouveau Systême d'Économie Politique ; & je me glorifierai d'en avoir dirigé l'impression ; & le titre d'Éditeur fera le plus cher de mes titres !



## INTRODUCTION.

**C'**EST la circulation qui vivifie & féconde toutes les branches de l'administration politique.

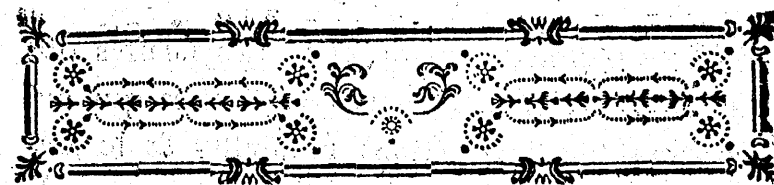
Cette circulation dépend essentiellement d'une certaine quantité de productions, & d'industrie, dont l'action est entretenue par le signe représentatif universel, qui est l'argent. Les besoins réciproques donnent l'impulsion à ces différens agens, qui gravitant, pour ainsi dire, les uns vers les autres, & s'attirant, semblent chercher entr'eux l'équilibre, par la même loi que celle qui le donne à toute la nature.

Ce sont les principes de cette action & réaction mutuelle qu'il est important d'approfondir, pour ne pas troubler la proportion, dont dépend un ordre qui ne peut cesser, que par l'anéantissement ou le renversement du corps politique. Jusqu'à cet instant, cet ordre est plus impérieux que toutes les loix qui voudroient l'affervir.

C'est lui qui force à balancer, par une plus grande quantité réelle ou fictive d'argent, tous

les défordres causés par les impôts, ou par l'accroissement du prix des productions naturelles; c'est lui qui, par un intérêt plus ou moins fort, finit par distribuer au propriétaire de l'argent un salaire toujours égal & proportionné à l'utilité dont il a été; c'est lui qui rend illusoires les ressources que l'on cherche dans les impôts mal combinés, ou dont la charge est trop pesante. Mais tandis que les proportions nécessaires effuient toutes les chocs qui les rétablissent, un État souffre, & ne profite pas: il est donc utile de tâcher de les prévenir; & j'ai cru possible de déterminer en quoi consiste cet équilibre, & comment il s'entretient.

J'ai été conduit à ce travail par la lecture de la traduction Françoise d'un ouvrage Anglois, qui ne m'a pas paru d'accord avec les vérités qu'il renferme, & dont il étoit nécessaire de tirer les véritables conséquences. Je dois prévenir que ce n'est point la critique du livre de M. Craufurd que j'ai entreprise; mais je présente seulement un calcul auquel son système a donné lieu.



# C A L C U L S

## SUR LA CIRCULATION,

Relativement aux IMPÔTS, &c.

**L**E système de M. Craufurd embrasse le grand ensemble de l'économie politique; il suppose une réflexion profonde sur la formation du revenu de toute une nation, & sur ses dépenses.

Ce revenu ne paroît d'abord consister que dans la valeur des productions du sol, & dans celle du travail: mais en examinant les signes représentatifs de toutes ces valeurs, M. Craufurd les a définis *des agens mercénaires auxquels un salaire est dû*. De ce moment, une nouvelle nature de revenu s'est offerte à lui, c'est-à-dire celui de l'intérêt de l'argent.

Considérant ensuite que la valeur des productions d'industrie se compose du prix des

matières premières, & de celui des salaires dus aux ouvriers, & aux agens mercénaires qui ont représenté les productions naturelles & le travail, M. Craufurd paroît avoir reconnu que la consommation des objets manufacturés n'étoit en soi qu'un partage proportionnel dans une production, à laquelle chacun avoit contribué : de manière que ce partage est la solde du revenu du propriétaire des productions, du capitaliste, & de l'ouvrier ; puisque tout ce qui compose le prix des objets manufacturés, n'est que productions, salaires, ou intérêts.

Il y a deux conséquences qui dérivent de cette réflexion : la première, c'est que le prix des objets manufacturés doit être égal à la somme des revenus d'une nation, déduction faite de l'estimation des productions naturelles consommées par les propriétaires ; la seconde, c'est que la solde de tous les salaires, & même des productions du sol non consommées par les propriétaires, ne s'opère réellement qu'avec des productions d'industrie ; de sorte que les signes représentatifs ne sont dans la circulation qu'un nantissement de cette solde.

Comme ce nantissement donne à celui qui le fournit le droit d'exiger un revenu, c'est-à-dire

le droit de partager dans les objets d'industrie ; l'intérêt est, pour ainsi dire, un impôt que l'introduction du signe représentatif a mis sur les productions du sol & sur le travail.

L'augmentation naturelle du prix des productions du sol nécessite l'emploi d'une plus grande quantité de numéraire : elle ne change rien alors à la condition du propriétaire ; mais elle fait perdre aux capitalistes l'intérêt entier du numéraire qui est entré de plus dans la circulation.

Mais si l'augmentation du prix des productions est causée par les taxes, le propriétaire, malgré l'augmentation du prix de ses productions, porte toute la charge des taxes, & le capitaliste est dans le même état, que si l'augmentation des productions eût été naturelle.

C'est principalement le plus grand nombre des signes représentatifs absorbés par l'augmentation successive de la valeur que les impôts & l'intérêt de l'argent font prendre à la marchandise dans la circulation, qui a fixé l'attention de M. Craufurd. Il a appelé le numéraire que les impôts & l'intérêt demandent, des signes qui sont dans un état négatif ; & j'avoue

avec lui, que c'est sur ce numéraire inutile à la circulation, qu'il est nécessaire que l'Administration porte ses regards.

Il existe trois moyens de diminuer la quantité des signes qui sont dans un état négatif, savoir : diminution dans le prix des productions du sol ; diminution dans le taux de l'intérêt ; diminution dans les impôts. M. Craufurd les adopte tous trois.

Il n'y a que la suppression des impôts assis sur les denrées de première nécessité qui puisse réellement faire diminuer le prix des productions, encore cette opinion est-elle contestée ; mais M. Craufurd pense que c'est sur cette espèce de denrées que l'impôt doit porter. Ainsi la suppression d'impôt qu'il propose n'occasionnera pas la diminution du prix des productions ; mais, selon lui, la diminution d'intérêt règle essentiellement le prix de toutes choses : d'où il conclut que la baisse de l'intérêt fera baisser le prix des productions du sol.

Cette proposition est absolument contraire à l'opinion de plusieurs auteurs éclairés, qui ont prétendu que la baisse de l'intérêt faisoit hausser le prix des productions. Quelques autres ont

à la vérité soutenu que la baisse de l'intérêt ne devoit point causer d'augmentation de prix, & que la concurrence s'y opposeroit ; mais comme on n'a pas soumis au calcul l'effet de la baisse de l'intérêt sur la circulation, ces questions sont encore indéçises : il en seroit de même de l'opinion de M. Craufurd.

J'ai donc cru nécessaire de fixer, par un calcul proportionnel, quelle quantité de signes représentatifs seroit retirée de la circulation, par la seule diminution du prix des productions ; quelle quantité par la seule baisse de l'intérêt, & enfin quelle quantité par la diminution du prix des productions & du taux de l'intérêt.

Il sera alors facile de juger si la circulation peut se soutenir, sans que la baisse de l'intérêt n'amène avec elle la hausse du prix des productions ; & dans ce cas on verra si cette opération nécessite plus ou moins de signes représentatifs. J'ai tâché de déterminer dans tous les cas, la position du propriétaire du sol, de l'ouvrier, & du capitaliste.

Après avoir indiqué des moyens pour retirer de la circulation, des fonds qui y sont dans un état négatif, M. Craufurd propose de substituer

des emprunts aux taxes qui auroient été supprimées : ces emprunts seroient inremboursables. Il soutient que la diminution dans le prix des dépenses publiques seroit équivalente à l'intérêt de ces emprunts, parce que l'accroissement de l'industrie donneroit ouverture à une augmentation dans le revenu des taxes subsistantes. Cette proposition, vraie à plusieurs égards, m'a engagé à considérer ce que chaque nature d'impôt exigeoit de signes représentatifs, & quelle étoit, dans tous les cas, la position du contribuable. Cet examen conduit naturellement à décider quelle nature d'impôt est préférable.

Quant à la portion des taxes que M. Craufurd laisseroit subsister, il y a une observation à faire. Est-ce la suppression de quelques taxes particulières, est-ce au contraire une diminution proportionnelle sur chaque espèce de taxes, qu'il desire ? Si c'est seulement la suppression de quelques taxes, il arrivera que la proportion entre l'impôt & la marchandise sera dérangée ; car si la valeur de la marchandise est inférieure à ce qu'elle est, les tarifs doivent aussi changer.

Quant à la condition qu'il impose, de rendre les emprunts inremboursables, à moins d'une

réduction d'intérêt ; je conteste l'utilité de ce principe, en ce que les emprunts publics n'étant que le dépôt de l'épargne des citoyens, chacun doit user de son épargne à volonté ; & parce qu'il est nécessaire de faciliter ces déplacements, qui sont le plus grand agent de la circulation, en facilitant les entreprises.

J'admets cependant que les emprunts peuvent être utilement substitués aux taxes ; je soutiens même que des emprunts à terme sont indispensables, toutes les fois que l'État a un excédent de revenu : car, d'une part, si l'État thésaurise, c'est de l'argent retiré de la circulation ; & s'il emprunte à terme, le gage qu'il assigne deviendra, en cas de guerre, une ressource assurée pour le Gouvernement : d'une autre part, les emprunts n'étant que le placement de l'épargne des citoyens, donnent un emploi à un argent qui sans cela seroit stagnant. Alors l'augmentation des denrées surviendroit nécessairement ; & je crois à cet égard que l'opinion générale que l'on a sur les emprunts, tient à ce qu'ils ont été fréquemment les avant-coureurs de nouveaux impôts. Je n'en dirai pas davantage sur cet article, parce que je n'ai pour but que d'examiner la manière dont M. Craufurd veut retirer de la circulation, des fonds qui y sont

*dans un état négatif.* J'ai indiqué la marche que je suivrai ; mais comme dans des matières aussi abstraites, la chose principale est d'être parfaitement d'accord sur le point que l'on discute, je crois devoir citer en entier les passages du livre de M. Craufurd dans lesquels son système m'a paru positivement établi.

Page 27.

“ L'homme donc, par son industrie, augmente & modifie toutes les productions, les convertissant successivement en rente & en capital.”

Page 29.

“ Les monnoies, considérées comme signes représentatifs, sont des agens mercénaires auxquels un salaire est légitimement dû ; ce salaire est ce qu'on appelle intérêt.”

Page 36.

“ Les taxes sont un droit naturel attribué à ceux qui gouvernent, en retour du soin qu'ils prennent de défendre ceux qui sont gouvernés ; & dans l'origine, les taxes ont dû être perçues en nature.”

Page 66.

“ Quand les taxes furent perçues en nature, elles n'eurent aucune fuite dangereuse ; ce

“ qui fut pris d'un individu, fut donné à un autre.”

Page 72.

“ J'ai reconnu que les taxes étoient utiles, même nécessaires ; mais j'ai avoué en même tems, qu'elles renfermoient en elles un poison qui s'étend & se communique à mesure qu'elles sont accumulées. La source d'où découle ce poison, se reporte à l'époque où les taxes furent perçues en argent, parce que dès-lors il se fit une circulation forcée. Le Gouvernement, à cette époque, gréva chaque production d'un prix au-dessus de sa valeur intrinsèque. . . Par cette opération l'Administration, au lieu de recevoir un boisseau de froment sur dix de récolte, demanda, je le suppose, un dixième des signes représentatifs auxquels un boisseau de froment étoit évalué, & fit circuler la valeur représentative de chaque boisseau à travers les canaux de l'industrie & du commerce, avec ce dixième en sus.”

Page 63.

“ On me demandera comment une taxe peut vicier la circulation de l'argent ? Je réponds, qu'une taxe augmente le prix naturel de cha-



“ que objet, & détruit en même tems le pou-  
“ voir de reproduction dans les signes repré-  
“ sentatifs qu'elle absorbe : dans ce désordre  
“ général, la taxe ajoute intérêt sur intérêt,  
“ mal sur mal.”

Page 110.

“ Le vrai moyen de régénérer la qualité  
“ reproductive de l'argent, est de détourner la  
“ cause qui en suspend les fonctions : pour cet  
“ effet, il faut *tirer de leur état négatif* la plus  
“ grande quantité possible de signes représen-  
“ tatifs.”

Page 56.

“ L'emprunt, consacré à exciter l'industrie,  
“ donne plus de revenu que l'argent ne produit  
“ d'intérêt.”

Page 57.

“ L'argent obtenu par les emprunts se dis-  
“ perse ; il crée à la fois, & de nouveaux  
“ revenus, & de nouveaux capitaux.”

Page 80.

“ Les suites fâcheuses d'une circulation forcée  
“ peuvent être considérablement atténuées, en  
“ substituant aujourd'hui l'emprunt à quelques-  
“ unes des taxes existantes.”

Page 81.

“ D'un côté la suppression d'une partie des  
“ taxes existantes doit augmenter l'industrie, &  
“ de l'autre doit diminuer les dépenses publi-  
“ ques.”

“ Les progrès de l'industrie accroîtront le  
“ revenu des taxes que l'on aura laissé subsister ;  
“ ce plus grand produit équivaldra avec le  
“ tems au produit des taxes supprimées.”

Page 14.

“ C'est une erreur de penser, qu'en met-  
“ tant seulement le luxe à contribution, on en  
“ obtiendra une ressource équivalente aux taxes  
“ que supportent les objets de première né-  
“ cessité.”

Page 71.

“ La réduction de l'intérêt des créances pu-  
“ bliques ne peut être regardée que comme une  
“ convention avantageuse fondée sur la baisse  
“ de l'intérêt, & sur la faculté que se réserve le  
“ Gouvernement de racheter les annuités per-  
“ pétuelles.”

“ Le système que je propose peut rendre les  
“ fonds publics promptement susceptibles d'une  
“ réduction avantageuse.”

“ Je *hausserois l'intérêt des fonds portant au-*  
“ *jourd'hui 3 pour cent* : je diminuerois leur  
“ capital, & par des opérations successives &

“ combinées, cet intérêt, devenu plus fort, se  
 “ trouveroit facilement réduit à son tour d'une  
 “ manière profitable à l'état, sans que les capi-  
 “ talistes eussent à s'en plaindre.”

Page 25.

“ Le revenu de l'industrie est toujours dépen-  
 “ dant de l'intérêt de l'argent. Tel est aussi  
 “ celui des richesses naturelles, & des pro-  
 “ ductions du sol.

“ L'intérêt de l'argent & les taxes . . . .  
 “ règlent essentiellement le prix des choses.”

Page 93.

“ C'est une opinion commune, que l'abon-  
 “ dance des métaux a fait & fera toujours  
 “ hausser le prix de toutes les denrées. Cet  
 “ argument spécieux porte sur ce qu'on ne  
 “ suppose qu'une quantité limitée d'argent &  
 “ de productions,”

Telles sont les principales bases du système de  
 M. Craufurd, qui, comme on l'a vu, se réduit  
 à tâcher de retirer de la circulation l'argent  
 qui s'y trouve dans un état négatif, pour qu'il  
 puisse être plus utilement employé : il s'agit  
 d'examiner la bonté des moyens qu'il a pro-  
 posés.

---

## IDÉE DE LA CIRCULATION.

**I**L est impossible de déterminer, d'une ma-  
 nière positive, comment s'opèrent toutes les es-  
 pèces de circulation; mais il y a des points  
 certains qui peuvent servir de base pour calculer  
 les effets de diverses opérations.

Comme le travail & l'industrie procurent à  
 tous les individus les objets de première néces-  
 sité, & même de commodité & de luxe, on peut  
 arbitrer la population, & la dépense moyenne &  
 journalière de chaque individu pour fournir aux  
 uns leur subsistance, aux autres non-seulement  
 le nécessaire, mais encore des commodités, & des  
 jouissances.

Si, par exemple, on suppose 24 millions  
 d'hommes dépensant 20 sols par jour en pro-  
 ductions naturelles ou d'industrie, cela donne  
 3 milliards 760 millions par année.

Il est indifférent, pour l'usage que je vais  
 faire de cette estimation, de la porter plus ou  
 moins haut : j'observerai cependant, qu'on la

trouvera beaucoup au-dessous de ce qu'elle doit être, si l'on fait attention aux raisons sur lesquelles elle est appuyée. En effet un journalier, outre son pain, doit avoir son logement, son vêtement, & quelques autres nécessités.

Les rapports respectifs des valeurs des objets que la loi ordonnoit de fournir à chaque esclave, du tems des Romains, portent l'évaluation de ce qu'il consommoit par an, à la valeur de huit sétiers  $\frac{2}{3}$  de blé. Voyez Paucton, Traité des mesures.

L'ordonnance du Roi Jean du 13 Février 1350, accorde 18 livres de blé par jour au batteur en grange : ce sont des journées d'hiver.

On trouve, à la suite de la coutume de Bourgogne, qu'un jour de corvée est estimé 20 livres de blé pour un homme, & 12 livres pour une femme. Cette évaluation donne, pour le prix de 276 jours de travail, 36 sétiers  $\frac{4}{5}$  pour un ménage. Chaque ménage évalué à quatre individus, cela donne plus de neuf sétiers de blé par personne, c'est-à-dire plus que la dépense d'un esclave Romain, que je prends pour base. Or huit sétiers  $\frac{2}{3}$  de blé à 24, donnent par jour 11 sols 4 deniers, pour

satisfaire le plus étroit nécessaire ; donc, quelque division que l'on fasse des différentes classes d'hommes, si le journalier doit dépenser 11 sols 4 deniers, l'estimation moyenne de 20 sols par jour ne peut être contestée.

Cette dépense de 20 sols par jour, présente l'emploi d'un revenu qui surpasse la valeur des productions du sol. Il faut donc qu'il y ait une autre sorte de productions qui emploient la totalité des 20 sols, & une autre sorte de revenus que celui des productions du sol : c'est cette espèce de création de productions, & de revenus, que j'appellerai *circulation productive*.

Chaque individu n'a pas un revenu de 20 sols par jour ; il faut donc qu'il y ait une distribution de ceux qui ont été créés : j'appellerai cette distribution *circulation distributive*, ou plus exactement, circulation de dépense.

La circulation de dépense est incalculable, mais l'autre peut se calculer. Il suffit de déterminer, & la dépense moyenne de chaque individu, & la valeur des productions naturelles ; alors toute la dépense qui excédera cette dernière valeur, fera l'emploi du revenu créé par la circulation. Ce revenu exige un fond : ce

fond & ce revenu sont créés par l'emploi journalier d'une portion des productions naturelles, auxquelles il faut joindre le salaire des ouvriers, & l'intérêt des avances.

Il faut donc supposer les productions de la terre divisées en 365 parties, ayant chacune une révolution qui produit 24 millions; ou, ce qui revient au même, on peut accorder que la 365<sup>me</sup> partie des productions naturelles crée dans un jour un revenu de 24 millions, & que le même travail, & les mêmes avances le créeront le lendemain.

Quoiqu'il y ait des préparations qui demandent plus d'un an, cependant il faut concevoir que chaque année consomme la totalité des productions naturelles & industrielles. Ainsi, pour donner une idée de la circulation de production, on peut imaginer une roue, ayant 365 dents également espacées, en tournant sur un pivot. Imaginez ensuite que chaque dent marque le cercle concentrique qu'elle parcourt, de manière que tous les points qui commencent chaque cercle puissent être traversés par le même rayon: supposez encore qu'aussi-tôt qu'un cercle est formé il se détache; il est certain qu'il y aura toujours 364 portions de cercle qui seront sensibles.

sensibles. Telle est à-peu-près l'image de la circulation. Les portions de cercle sensibles représentent les fonds de la circulation; & le cercle qui se détache, représente la dépense journalière, ou le produit de la circulation.

La cherté, ou le bas prix des productions naturelles, du salaire, & de l'intérêt des avances, doit occasionner des différences dans la quantité des fonds, & dans celle des produits; & cette différence peut être calculée dans ses effets, en convenant d'un premier calcul, & en observant que l'effet fera rétroactif, & qu'il s'étendra aussi long-tems qu'il le faudra pour parcourir toutes les branches de la circulation.

---

ÉLÉMENTS DES CALCULS  
*Concernant la CIRCULATION.*

IL faut établir les données du calcul qui doit faire connoître les fonds & le produit de la circulation.

Convenons de la dépouille totale de toutes les productions du sol: je l'arbitrerai, si l'on  
C

veut, à 2 milliards 190 millions, parce que la 365<sup>me</sup> partie est 6 millions(\*) : il doit y avoir par jour 24 millions de dépense.

En n'admettant que deux classes d'individus, favoir des propriétaires de terres, & des ouvriers ayant le numéraire suffisant, on pourroit généralement dire, que toute la circulation est établie sur l'emploi journalier de 6 millions de productions, dont partie consiste en matières premières, & partie en denrées, qui servent aux artisans dont l'ouvrage acquiert une valeur de 24 millions.

Ce prix des objets manufacturés n'est que la cumulation des nourritures, gains & intérêts des avances. Cette proposition est vraie, puisque, selon M. Craufurd, la taxe ajoute *intérêt sur intérêt, & mal sur mal*, page 63.

Or, puisque l'on veut que le *revenu de l'industrie soit toujours dépendant* de l'intérêt de l'argent, & qu'il soit toujours dans la même proportion, on peut confondre le revenu de

---

(\*) Cette estimation est prise d'après le produit d'un vingtième, en ne supposant le revenu net qu'au cinquième de la dépouille totale.

l'un & de l'autre, sous la dénomination générale d'intérêt, & dire : combien faut-il que 6 millions soient prêtés de fois, à tel ou tel intérêt, pour produire un capital de 24 millions ?

Ce premier aperçu, qui est susceptible d'une combinaison plus précise, peut jeter un grand jour sur toutes les réflexions abstraites que ce sujet exige, & ces premiers résultats rendront plus faciles ceux qu'un calcul plus compliqué présentera comme devant être adoptés.

Je prévien que j'ai suivi dans mes calculs les tables d'intérêts composés de Fatio, imprimées à Vesey en Suisse, afin que la vérification soit facile.

Je trouve donc que 600 liv. T. prêtées à 5 pour cent plus de 28 fois en intérêts composés, donnent 2400 liv.

Si, pour donner à chaque individu le moyen de dépenser 20 sols par jour, l'argent étant à 5 pour cent, il faut que 6 millions effuient 28 préparations ou mutations par jour, il s'enfuit que, pour faire d'autres calculs comparatifs, il faudra supposer que la population a employé tout son tems, & toutes les matières produites,

de manière qu'il soit impossible qu'une mutation de plus existe, sans que la population soit augmentée, ou que les productions du sol soient plus considérables ; ou, ce qui est la même chose, sans que de nouvelles fabrications s'établissent.

Cela posé, si l'argent qui étoit à 5 pour cent tombe à 4 pour cent, 600 liv. ne donneront plus, en 28 circulations, que 1800 liv.

Si le prix de la récolte baisse dans la proportion de l'intérêt, c'est-à-dire à 480 liv., les 28 circulations ne produiront, à 4 pour cent, que 1440 liv.

Ce résultat semble offrir de grands avantages. 1°, La même industrie paroît devoir se soutenir avec des fonds bien moins considérables, puisqu'il dans le premier exemple, ils font le capital d'une rente de 2400 liv. à 5 pour cent, & dans le troisième, ils ne font que le capital de 1440 liv. à 4 pour cent. 2°, Malgré la diminution du prix des productions naturelles, les propriétaires ne sont pas obligés de dépenser tout leur revenu pour satisfaire les mêmes besoins. En effet, leur dépense nécessaire n'excédera pas le prix de 360 liv. ; ainsi, quoique dans la sup-

position leur revenu, qui étoit de 600 liv., soit réduit à 480 liv., ils auront un excédent de 120 liv., tandis qu'ils n'en avoient point, quand leur revenu étoit de 600 liv.

Mais il est évident, que ce résultat est absolument contraire aux principes sur lesquels le système de la réduction d'intérêt est fondé. En voici la preuve.

S'il étoit vrai que le taux de l'intérêt dût régler dans la même proportion le prix des productions naturelles, & celles de l'industrie, il seroit nécessaire que l'intérêt baissant de 5 à 4 pour cent, le prix des productions du sol diminuant à 480 liv., celui des productions de l'industrie fût de 1920 liv. ; & dans l'exemple, le calcul ne le porte qu'à 1440 liv. : donc la proportion supposée n'existera pas.

On a bien reconnu la nécessité d'un rapport nécessaire entre le prix des productions du sol, & celui des productions de l'industrie ; mais on ne s'est pas apperçu que le changement dans l'intérêt dérangerait tous les rapports, s'il avoit l'effet qu'on lui attribue.

Tout changement devient nuisible, si le produit de l'industrie n'est pas dans la proportion  
C 3

des besoins : il faut donc, d'une part, convenir de l'étendue des besoins, & de l'autre voir comment les profits s'établissent.

Pour rendre cette discussion claire, je dois faire connoître les bases que je prendrai pour composer des tableaux de la circulation, capables de servir de démonstration.

---

BASES d'un CALCUL Exact  
*Sur la CIRCULATION.*

**I**L faut avant tout, convenir de points incontestables : 1<sup>o</sup>, que toutes les productions de l'industrie sont consommées :

2<sup>o</sup>, Que les besoins des propriétaires exigent, au moment présent, qu'ils emploient tout le prix des productions naturelles à acquérir une portion de celles de l'industrie :

3<sup>o</sup>, Que les ouvriers doivent avoir un salaire assujetti à une certaine proportion avec la valeur du blé, afin qu'ils puissent se procurer une certaine quantité de matières fabriquées :

4<sup>o</sup>, Que le prix du blé que consomme la classe stérile(\*) doit lui être fourni par les capitalistes :

5<sup>o</sup>, Que le revenu du capitaliste sert à payer le surplus de la marchandise fabriquée :

6<sup>o</sup>, Que cette consommation établit le besoin, pour chaque classe, d'une quantité de marchandises déterminée, qui exige un revenu suffisant, & proportionnel au prix de la marchandise :

7<sup>o</sup>, Enfin, que le taux de l'intérêt indique la quantité de fonds dont le capitaliste a été obligé de faire l'avance à raison du revenu qu'il retire. Appliquons ces principes à la position actuelle : il y a des points certains.

La valeur des choses fabriquées est de 24 millions, & la valeur des productions naturelles est de 6.

Mais dans ces 6 millions, quelle est la portion qui fera partie des productions d'industrie ; quelle est celle qui doit être achetée par

---

(\*) J'entends, par classe stérile, tous ceux qui exercent des professions dont le produit sert à leur dépense, & tous les salariés autres que les artisans.

[ 24 ]

la classe stérile, & par conséquent payée par l'intérêt que le capitaliste retirera de son argent ; & quel doit être le salaire de l'ouvrier, proportionnel au blé qu'il aura consommé ?

J'ai déjà prouvé que le salaire exact de l'ouvrier doit être de la valeur de 8 sétiers  $\frac{2}{3}$  ; mais pour savoir quelle portion de blé il consommera, voici ce qui doit déterminer.

Du tems de Caton, les esclaves aux fers, devoient avoir 45 boisseaux de blé par an, ce qui fait 3 sétiers  $\frac{3}{4}$ .

Par l'ordonnance du 12 Septembre 1775, les galériens doivent avoir 2 livres de gros pain, & la soupe deux fois le jour ; l'objet du pain est de 29 boisseaux  $\frac{4}{5}$ .

Les quinze vingts ont trois sétiers. J'arbitre donc que la consommation nécessaire de blé faite par l'ouvrier, doit être estimée à cette quantité ; & ayant démontré que la totalité de son salaire ne fauroit être moindre que de la valeur de 8 sétiers  $\frac{2}{3}$ , il suit que le gain qu'il faudra que le capitaliste lui paie, sera d'une fois deux tiers au-delà du prix de la portion de récolte qu'il aura consommée.

[ 25 ]

Je suppose, comme on voit, que l'artisan est l'agent purement mercénaire du capitaliste ; parce que, s'il en étoit autrement, il seroit artisan & capitaliste tout à la fois.

Ces faits étant convenus, il est clair qu'en prélevant sur les 24 millions le prix des productions naturelles qui feront entrées dans la fabrication, le surplus fera l'accroissement que la marchandise aura reçu dans sa fabrication.

Il est également clair que le salaire des ouvriers étant une avance, doit être prélevé sur l'accroissement de prix que reçoit la marchandise.

Ce prélèvement fait, le reste est l'intérêt qui appartient au capitaliste ; & cet intérêt indique le total des fonds qu'il a avancés.

Ces données une fois établies, le calcul à faire de la circulation devient d'une exactitude rigoureuse. Mais comme ces sortes de démonstrations sont abstraites, & comme elles ne doivent être que la preuve des résultats que l'on présente, je vais commencer par exposer ceux-ci ; & je les appuyerai de quelque exemple sensible, qui dispense de l'attention arithmétique les personnes à qui ces opérations ne sont pas



[ 26 ]

familiales, & qui, se trouvant par-là même distraites, fairoient moins aisément les conséquences importantes de cette discussion.

Ainsi dans l'état actuel, la portion des productions naturelles qui entre dans les matières fabriquées étant supposée être de 4 millions, favoir, 3 millions pour le blé consommé par les ouvriers, & un million pour la matière première, la matière a acquis 20 millions par la fabrication. Sur ces 20 millions, il faut en ôter ce que l'on a jugé convenable pour compléter le salaire des ouvriers; c'est une fois & deux tiers la valeur du blé qu'ils ont consommé, ou cinq millions. Il reste par conséquent 15 millions pour l'intérêt du capitaliste.

Après avoir montré le partage qui se fait de la valeur des produits de l'industrie, en voici l'emploi. Le capitaliste paie à la classe stérile, & au propriétaire, pour sa consommation de blé, 2 millions; il lui en reste 13, avec lesquels il paie les  $\frac{13}{24}$  de la matière fabriquée: le propriétaire en paie  $\frac{6}{24}$ , & l'ouvrier  $\frac{5}{24}$ . Ce rapport doit se trouver toujours le même, soit que l'intérêt & les denrées haussent, soit qu'ils baissent; autrement l'équilibre est dérangé.

[ 27 ]

On a prétendu que l'intérêt de l'argent venant à baisser, les productions naturelles baisseroient de prix dans la même proportion. J'ai démontré ailleurs comment l'intérêt baissant nécessairement la hausse du prix des productions; mais en accordant pour un moment le principe, il va être démontré combien les effets prétendus de la réduction de l'intérêt de l'argent sont illusoires.

Définissons d'abord ce que l'on a entendu par la proportion nécessaire entre le taux de l'intérêt, & le prix des salaires & des productions naturelles.

A-t-on voulu dire que les salaires diminueroient de valeur représentative dans la proportion de la diminution des productions naturelles seulement, ou encore dans celle de la diminution de l'intérêt? C'est sous ces deux points de vue qu'il faut traiter la question: le premier ne demande qu'une réflexion simple pour en connaître les effets; l'autre demande un calcul composé, & par conséquent plus abstrait.

Si le salaire de l'ouvrier n'est proportionnel qu'avec le prix des productions naturelles, cela veut dire que le prix des productions naturelles

diminuant d'un cinquième, le salaire diminuera d'un cinquième en signes représentatifs. Ainsi le prix du blé consommé, étant de 2 millions 400,000 livres au lieu de 3 millions, le complément du salaire fera de 4 millions au lieu de 5; ainsi le salaire complet fera 6 millions 400,000 livres, tandis qu'il étoit de 8.

Le salaire des ouvriers étant pris sous cette acception, il sera démontré, 1<sup>o</sup>, que dans le cas où le prix des productions naturelles & le taux de l'intérêt baisseroient dans la proportion de 5 à 4, le capitaliste ne pourroit alors payer que  $\frac{5}{4}$  de la marchandise fabriquée, tandis que ses besoins exigent qu'il en puisse payer 13 :

2<sup>o</sup>, Qu'il est impossible qu'il puisse jamais retirer ses fonds, avant que l'équilibre de la circulation soit rétabli; & qu'en suivant la succession des remboursements, il y auroit des capitalistes qui ne pourroient pas être remboursés :

3<sup>o</sup>, Que l'augmentation apparente du salaire de l'ouvrier proportionnellement au décroissement du prix de la marchandise, ne lui donnera cependant pas la faculté de se procurer ses besoins.

Si au contraire le gain de l'ouvrier est proportionnel à l'intérêt, le prix du travail sera comparé à l'intérêt des avances que ce travail demande; c'est-à-dire que si l'avance est de 100 liv., l'ouvrier devra recevoir 5 liv. pour son salaire, parce que le capitaliste reçoit 5 liv. pour l'intérêt des avances qu'il fait.

Dans cette supposition il sera démontré que l'intérêt venant à baisser de 5 à 4 pour cent, l'ouvrier n'aura pas un salaire proportionné au blé qu'il consomme; & il sera prouvé que le gain de l'ouvrier, ainsi que l'intérêt qui revient au capitaliste, ne sont pas suffisans pour leur procurer les mêmes besoins.

En un mot, la proportion qui existe dans les besoins de chaque classe ne sauroit être changée, si dans l'état actuel la consommation des objets manufacturés est de  $\frac{6}{4}$  par les propriétaires,  $\frac{5}{4}$  par les ouvriers, &  $\frac{13}{4}$  par les capitalistes. Cette proportion doit pouvoir exister lors de la baisse des denrées & de l'intérêt: pour qu'elle existe, il faut que l'accroissement du prix des productions naturelles soit tel, que le complément du salaire des ouvriers s'y trouve, il faut que l'intérêt reçu par le capitaliste le mette en

[ 30 ]

état de payer la consommation du blé faite par la classe stérile, &  $\frac{1}{2} \frac{3}{4}$  de la marchandise.

Voilà les proportions immuables, & qui ne peuvent plus exister, si l'intérêt & le prix des productions naturelles baissent dans la même proportion.

Cette proportion subsistera au contraire, si les productions naturelles baissant de prix, l'intérêt ne baisse pas; c'est alors seulement que l'on peut tirer de leur état négatif une portion de signes représentatifs.

Mais pour que cette diminution de prix dans les productions naturelles arrive de manière à ne point troubler l'ordre de la circulation, il faut que ce soit par l'effet de la diminution des impôts qui portent directement sur les productions naturelles, ou sur les personnes.

Les calculs suivans feront le développement de tous ces résultats.

Comme il y a deux manières de compter les salaires, les premiers calculs doivent être faits sous les deux acceptions.

L'une regardera le gain des ouvriers comme une avance faite par le capitaliste; l'autre le

[ 31 ]

considérera comme un partage du prix exigé par les ouvriers, qui sera fait entre eux & le capitaliste. (\*)

Les calculs qui regarderont l'impôt ne seront faits que relativement à une de ces acceptions, parce que les conséquences sont les mêmes dans les deux cas.

---

### CALCUL DE LA CIRCULATION

*Pour fournir 2400 liv. par jour, dans la supposition que le capitaliste fait l'avance de la nourriture & du gain de l'ouvrier, évalués à deux fois & deux tiers le prix du blé qu'il consomme.*

**L**A totalité de la récolte est estimée 219,000 l.

Cela donne 600 liv. par jour.

---

(\*) Il sera indifférent, pour la commodité du calcul, de compter plus ou moins de matières premières entrant dans la fabrication, pourvu que les 6 millions de productions naturelles soient censés vendus, & que les calculs comparatifs soient faits dans la même proportion.

[ 32 ]

Sur ces 600 liv., 125 liv. sont le prix des matières premières que l'on emploie, 300 liv. sont le prix du blé consommé par les ouvriers, 175 liv. sont le prix des productions naturelles consommées par la classe stérile & les capitalistes.

Les 300 liv. des ouvriers doivent être divisées en autant de parties qu'il y a de classes par lesquelles la marchandise doit passer avant d'être entièrement préparée.

Chaque classe doit avoir un capitaliste dont elle reçoit l'argent dont elle a besoin, tant pour acheter la marchandise à préparer, que pour son salaire. Le complément du salaire des ouvriers est de 500 liv.

Toutes les avances doivent porter intérêt.

On calcule que chaque mutation portée avec elle l'intérêt d'un an, quoique toutes les mutations nécessaires pour l'entière fabrication soient réputées s'opérer dans un jour. On démontrera que l'avance nécessaire que chaque fabrication demande, augmente l'intérêt dans cette proportion.

Le

[ 33 ]

Le dernier prêt, joint à son intérêt, fait le prix de la marchandise fabriquée; ce prix de la marchandise suffit pour entretenir la circulation.

Comme je ne donnerai que des résultats, ayant indiqué les tables sur lesquelles on peut les vérifier, je me contenterai de citer un exemple de la manière dont ces calculs sont faits, afin de faciliter l'intelligence des conséquences que j'ai à tirer.

Il faut trente circulations pour que 125 liv. de matière première, & 300 liv. de blé consommé, joints au complément du salaire des ouvriers estimé à 500 liv., produisent 2400 liv.

La consommation de chaque ouvrier est de 10 liv.; le complément du salaire 16 liv. 13 s. 4 d.

Le premier ouvrier reçoit du capitaliste pour la matière

première-ci . . . . .	125	l.	s.	d.
Pour sa nourriture . . . . .	10	0	0	
Pour le complément de son				
salaire . . . . .	16	13	4	
				<hr/>
	151	13	4	
Les intérêts font de . . . . .	7	11	8	
				<hr/>
	159	5	0	

D

[ 34 ]

	<i>l. s. d.</i>
Il reçoit du capitaliste . . . . .	151 13 4 <i>l. s. d.</i>
Il s'engage à lui payer . . . . .	159 5 0
Le second ouvrier reçoit du	<i>l. s. d.</i>
second capitaliste . . . . .	159 5 0
Pour sa nourriture . . . . .	10 0 0
Pour le complément de son	
salaire . . . . .	16 13 4
	<hr/>
	185 18 4
Intérêts . . . . .	9 5 11
	<hr/>
	195 4 3
Il reçoit du capitaliste . . . . .	185 18 4
Il s'engage à lui payer . . . . .	195 4 3
Le troisième ouvrier reçoit	195 4 3
sa nourriture . . . . .	10 0 0
Le complém. de son salaire	16 13 4
	<hr/>
	221 17 7
Intérêts . . . . .	11 1 10
	<hr/>
	232 19 5
Il reçoit du capitaliste . . . . .	221 17 7
Il s'engage à payer . . . . .	232 19 8
	<hr/>
	559 9 3-587 8 8
La totalité des créances des capitalistes est de . . . . .	587 8 8
Celle des avances est de . . . . .	559 9 3
	<hr/>
Par conséquent leur intérêt est de . . . . .	27 19 5

[ 35 ]

	<i>l. s. d.</i>
Le prix de la marchandise est de . . . . .	232 19 3
Si l'on en distrair la matière pre-	
mière et . . . . .	125
La nourriture . . . . .	30
Le complément du salaire . . . . .	50
	<hr/>
	205 0 0
Il reste pour les intérêts . . . . .	27 19 5
Qui multipliées par . . . . .	20
Donnent pour les fonds employés	
par les capitalistes . . . . .	559 8 4
	<hr/>
	232 19 5

Si l'on considère quelle est la portion de revenu de chaque classe, on verra que le propriétaire a vendu pour 155 *l. s. d.*  
 Que les ouvriers ont gagné . . . . . 50 0 0  
 Les capitalistes . . . . . 27 19 5  


---

  
232 19 5

Les revenus sont donc égaux à la valeur de la marchandise.

Quant au remboursement, le prix emprunté par le second ouvrier, & payé au premier, a remboursé le premier capitaliste : le troisième ouvrier payant le second, il rembourse aussi son capitaliste ; & quant au troisième, le prix de la marchandise, joint à la portion qu'il doit consommer, opérera son remboursement.

D'après cet exemple, les résultats suivans s'entendent aisément.

*PREMIER RÉSULTAT du CALCUL de la CIRCULATION, l'intérêt étant à 5 pour cent, & le salaire étant avancé par le capitaliste, le prix journalier de la portion de récolte étant de 600 liv.*

**L**E prix de la matière première, celui des salaires, celui du produit étant fixes, & l'intérêt étant déterminé, il faut de toute nécessité que le produit de toutes les circulations possibles d'un jour soit égal à celui de trente mutations portant chacune une année d'intérêt.

	<i>l. s. d.</i>
Ainsi 125 l. matière prem. à 30 ans	540 4 9
10 l. de nourriture, divisées en 30 classes d'ouvriers, produiront un capital de . . . . .	697 12 2
Le complément du salaire, à raison de 16l. 13s. 4d. . . . .	1162 13 7
	2400 10 6

Voilà certainement le tableau de la circulation, d'après les premières données : il demande quelque développement.

Comment une pareille circulation, qui paroît demander trente ans pour une première révolution, en supposant encore que chaque jour une autre ait été commencée, peut-elle s'opérer en un an? Il suffit de concevoir qu'il est impossible que la fabrication ait lieu sans une avance. Supposez que chaque jour, le capitaliste fasse un jour d'avance à l'ouvrier, & que celui-ci ne commence à faire passer son ouvrage dans la main d'un autre qu'au bout de 12 jours & 4 heures, que la seconde fabrication en agisse de même, ainsi de suite, les trente fabrications ne seront finies que le 365<sup>e</sup> jour, & ensuite tous les jours il y aura une révolution complète. La supposition d'une avance de 12 jours & 4 heures a seule suffi.

Quant à l'intérêt, celui que l'on reçoit en un jour doit payer à lui seul un jour d'intérêt de toutes les avances. Il est par exemple constant, que pendant le tems que la matière acquiert le degré de fabrication qui lui convient, le premier capitaliste a avancé la matière de 365 circulations complètes, dont il doit recevoir chaque jour un jour d'intérêt; ce qui équivaut à l'intérêt d'un an d'une seule mutation. Si l'on considère ensuite la nourriture & le gain de l'ouvrier, on trouvera que l'un & l'autre

[ 38 ]

doit être fourni aux trente classes d'ouvriers qui ont chacune une avance de 12 jours & 4 heures. L'intérêt de ces avances équivaut donc encore à celui de 365 jours de nourriture & de travail, dont un jour d'intérêt équivaut à un an d'intérêt d'un seul jour de nourriture & de salaire. Si la somme à laquelle montent les intérêts qui font partie des 24 millions dépensés par jour, n'est que l'intérêt d'un jour de toutes les avances de la circulation, la somme totale des fonds qu'elle exige est incontestable.

Si l'on décompose ce qui forme ce prix des 2400 liv. on voit que les productions naturelles y entrent pour 425 liv., le gain de l'ouvrier pour 500 liv., & l'intérêt des avances pour 1475 l. 10 f. 6 d. Le capitaliste est obligé de payer à la classe stérile 175 liv. : ainsi le propriétaire ayant 600 liv., achète  $\frac{6}{24}$  de la marchandise fabriquée; l'ouvrier a 500 liv., & se procure  $\frac{5}{24}$ ; & le capitaliste ayant 1300 l. 10 f., consommera  $\frac{13}{24}$  de la marchandise.

Ce calcul est, comme on voit, conforme à l'idée que présente la seule réflexion sur la circulation.

Mais il est essentiel de bien observer que les besoins de chaque classe exigent qu'elle puisse se

[ 39 ]

procurer cette même quantité de marchandise; que la hausse ou la baisse de l'intérêt ne peut rien changer au nombre des mutations que la circulation demande; & qu'il faut que le profit soit égal à celui que demandent les besoins.

Quant aux fonds que demande une seule circulation, ils sont de 29,510 l. 10 f. 6 d. : & pour savoir les capitaux qu'exige le complément de la circulation journellement établie, il y en a de trois espèces, savoir, les avances des 12 jours & 4 heures, les fonds qui se créent lors de la circulation, & le numéraire. Les avances feront 29,510 l. 10 f. 6 d. multipliées par  $12\frac{1}{2}$ ; les capitaux qui se forment sont les avances multipliées par 30; le numéraire est 29,510 l. 10 f. 6 d.

Ainsi dans l'état présent, la circulation demande en numéraire 295,100,000, en fonds d'avance 3,590,440,000 : les capitaux qui se forment sont 107,713,200,000. Donc l'intérêt d'un jour est 14,750,000.

Il faut actuellement voir quels changemens apporteront, 1<sup>o</sup>, la diminution du prix des productions naturelles, sans diminution d'intérêt; 2<sup>o</sup>, la dimi-

nution de l'intérêt, sans celle des productions naturelles ; 3°, la diminution de l'intérêt, jointe à celle des productions naturelles.

RÉSULTAT DE LA CIRCULATION,

*L'avance des salaires étant faite par le capitaliste, le prix des productions réduit à 480 liv. Et l'intérêt se soutenant à 5 pour cent.*

100 liv. matières premières à	<i>l. s. d. f.</i>
30 ans . . . . .	432 3 10 2
8 liv. de nourritures . . . . .	558 1 8 3
13 l. 6 f. 8 d. complément de salaires . . . . .	930 2 11 0
<hr/>	
Total du prix de la marchandise	1920 8 6 1
Si l'on prélève le prix de la récolte employée, ainsi que le salaire des ouvriers . . . . .	
	740 0 0 0
<hr/>	
Il reste au capitaliste . . . . .	1180 8 6 1
Il paie à la classe stérile . . . . .	140 0 0 0
<hr/>	
Il lui reste . . . . .	1040 8 6 1
L'ouvrier a . . . . .	400 0 0 0
Et le propriétaire . . . . .	480 0 0 0

Le 24<sup>e</sup> de 1920 l. 8 f. 6 d. 1 f.

est 80 l. 4 d. 1 f.	<i>l. s. d. f.</i>	
$\frac{13}{24}$ coûteront au capitaliste . . . . .	1040 4 5 1	somme égale
$\frac{5}{24}$ coûteront à l'ouvrier . . . . .	400 1 9 1	somme égale
$\frac{6}{24}$ coûteront au propriétaire . . . . .	480 2 1 2	somme égale
<hr/>		
Somme égale	1920 8 4 0	

Les fonds de la circulation font . . . . .	<i>l. s. d.</i>
	23608 10 5
Le numéraire nécessaire à cette circulation est de	236,085,208
Les avances font de . . . . .	2,872,370,000
Les capitaux formés . . . . .	86,171,100,000
Dont l'intérêt d'un jour est	11,804,250

RÉSULTAT DE LA CIRCULATION,

*Le prix de la récolte estimé à 600 liv., l'intérêt réduit à 4 pour cent, le capitaliste faisant l'avance des salaires.*

LA matière première est de . . . . .	<i>l. s. d.</i>
	125 0 0
La nourriture de l'ouvrier . . . . .	10 0 0
Son salaire . . . . .	16 13 4
Le prix du blé pour la classe stérile	75 0 0
<hr/>	
Matière première . . . . .	<i>l. s. d. f.</i>
	405 8 5 3
Nourriture . . . . .	583 5 8 0
Complément du salaire . . . . .	972 0 8 2
<hr/>	
Prix de la marchandise . . . . .	1960 14 10 1



[ 42 ]

Prix de la marchandise . . . . .	l. s. d. f.
Il faut ôter le prix de la récolte employée, & celui des salaires . . . . .	1960 14 10 1 925 0 0 0
L'intérêt monte à . . . . .	1035 14 10 1
Le capitaliste paie à la classe stérile . . . . .	175 0 0 0
De sorte que le propriétaire a reçu . . . . .	600 0 0 0
L'ouvrier a . . . . .	500 0 0 0
Le capitaliste . . . . .	860 14 10 1

Chaque 24 <sup>e</sup> de la marchandise vaut . . . . .	l. s. d. f.
Il faut au propriétaire $\frac{6}{24}$ valant . . . . .	81 13 11 2 490 3 8 2 vente $\frac{6}{24}$
Il faut à l'ouvrier $\frac{5}{24}$ valant . . . . .	408 9 9 2 vente $\frac{5}{24}$
Il faut au capitaliste $\frac{1}{24}$ . . . . .	1062 1 3 3

Mais comme il n'a que 860 l. 14 f. 10 d., il y a défaut de vente, & le capitaliste ne peut acheter qu'environ  $\frac{1}{24}$ .

La distribution des revenus opérée par la baisse de l'intérêt, n'est pas dans la proportion des besoins. Est-ce par cette raison que l'on a prétendu que le prix de la récolte baisseroit aussi dans la proportion de l'intérêt de l'argent? C'est ce que le résultat suivant fera voir.

Le numéraire nécessaire pour cette circulation (si elle avoit lieu) seroit réduit à 25,893 l. 11 f. 4 d. 1 f., les avances le seroient à 315,040 l. 6 f.,

[ 43 ]

les fonds créés à 9,451,211 l. 15 f. 10 d.; dont l'intérêt d'un jour est 1036 l. 14 f. 10 d. 1 f., ou, ce qui est la même chose environ,

Le numéraire . . . . .	258,935,677
Les avances . . . . .	3,150,403,000
Les fonds créés . . . . .	94,512,110,000

RÉSULTAT DE LA CIRCULATION,

*Le prix de la récolte employée par jour étant réduit à 480 liv., l'intérêt à 4 pour cent, & le capitaliste faisant l'avance des salaires.*

LA matière première estimée 100 liv. à . . . . .	l. s. d. f.
trente mutations . . . . .	324 6 9 2
La nourriture de l'ouvrier 8 liv. . . . .	466 12 6 2
Le complément du salaire 13 l. 6 s. 8 d. . . . .	777 14 2 1
Prix de la marchandise . . . . .	1568 13 6 3
Il faut déduire le prix de la matière première, de la nourriture des ouvriers, & le complément de leur salaire . . . . .	740 0 0 0
Il revint en intérêts au capitaliste . . . . .	828 13 6 1
Sur quoi il paie à la classe stérile . . . . .	140 0 0 0
Il reste au capitaliste . . . . .	688 13 6 1

[ 44 ]

Le 24<sup>e</sup> de la marchandise vaut 65 l. 7 s. 2 d. 3 f.

	<i>l.</i>	<i>s.</i>	<i>d.</i>	<i>f.</i>		<i>l.</i>	<i>s.</i>	<i>d.</i>	<i>f.</i>
Les $\frac{6}{24}$ du propriét.	392	3	4	2	Il a .	480	0	0	0
Les $\frac{5}{24}$ de l'ouvrier	326	16	1	3	Il a .	400	0	0	0
Les $\frac{1}{24}$ du capitaliste	849	13	11	3	Il n'a que	688	13	6	1

Le capitaliste ne peut donc avoir que dix vingt-quatrièmes & demi de la marchandise, tandis que ses besoins en exigent treize.

	<i>l.</i>	<i>s.</i>	<i>d.</i>	
Le numéraire nécessaire est	20,715	18	0	ou 207,159,000
Les avances font de .	252,043	9	0	ou 2,520,434,500
Les fonds créés font de	7,561,303	10	0	ou 75,613,035,000
Dont l'intérêt d'un jour est	828	13	6	ou 8,286,750

Il est essentiel d'observer que dans cette discussion il ne s'agit d'examiner que les effets d'une diminution dans le taux des intérêts. Je ne prétends pas ici déterminer quel est celui qui convient le mieux pour former une circulation ; cette question dépend de la fertilité plus ou moins grande du sol, & le principe de décision change si l'État est plutôt commerçant qu'agricole : mais je soutiens qu'à quelque intérêt que soit l'argent dans un pays où la circulation est établie, elle ne peut y subsister que tant que le produit de la circulation donné à l'ouvrier un salaire proportionné à ses besoins, & au capitaliste l'intérêt courant de ses avances ; que cette circulation une fois établie, on ne peut rien

[ 45 ]

changer au taux de l'intérêt sans changer aussi les rapports de la circulation ; que c'est uniquement le prix des matières premières, & de la nourriture des ouvriers qui influe sur le plus ou le moins de fonds nécessaires à la circulation. Je soutiens encore que si l'intérêt baisse, il est impossible que les denrées & le prix du salaire baissent dans la même proportion, parce qu'autrement le capitaliste ne seroit pas remboursé de ses fonds.

Le principe qui doit jetter le plus grand jour sur toute cette discussion, c'est qu'aussi-tôt qu'une circulation est établie, il est de la nature même de la circulation de faire connoître de nouveaux besoins au lieu de les diminuer, & que par conséquent aucune opération ne peut être utile, ni même possible, si les besoins déjà existans ne peuvent pas être satisfaits.

Il doit donc suffire d'examiner quelle seroit la position du propriétaire, de l'ouvrier, & du capitaliste, si, comme on l'a prétendu, la baisse de l'intérêt régloit le prix des denrées & de la main-d'œuvre.

---

POSITION DU PROPRIÉTAIRE.

**D**ANS l'état actuel le propriétaire reçoit assez pour payer le quart de la marchandise manufacturée. Si le prix de la denrée baisse dans la proportion de l'intérêt, le propriétaire ayant 480 liv. de revenu au lieu de 600 liv., paroît néanmoins, pour avoir la même quantité de marchandise, n'être obligé de dépenser que 392 l. 3 s. 4 d. 2 f. au lieu de 600 liv.

Mais malgré cette différence, le propriétaire ne pourra pas se procurer ses besoins; la raison en est, que c'est le prix de la récolte vendue aujourd'hui qui paie le prix de la chose manufacturée hier. Or, si le prix de la récolte vendue aujourd'hui est de 480 liv., le prix de la chose manufacturée hier n'en est pas moins de 600 liv. : le propriétaire ne recevra donc pas assez; donc il ne diminuera pas ses denrées.

Il est nécessaire d'opter; ou la baisse du prix des denrées doit précéder, ou elle doit suivre celle de l'intérêt: si elle précède, elle en est le principe, & non pas l'effet; si elle doit

suivre, il faut concevoir cette gradation, savoir, que l'intérêt baissant, le prix des denrées suivra cette diminution, & entraînera celle des salaires.

Si la baisse de l'intérêt précède, elle ne peut nécessiter celle des denrées, que par le retranchement que l'on éprouvera dans ses revenus.

Si les denrées de première nécessité diminuent parce qu'on aura moins de moyens pour acheter, comment la vente des objets manufacturés, qui seule entretient la circulation, se soutiendra-t-elle? Alors l'effet est contraire à ce que l'on attend.

Quoique la discussion dont il s'agit ne doive envisager la baisse de l'intérêt que jointe à celle des denrées, je crois devoir la présenter aussi sans cette condition, puisque l'effet ne peut pas être simultané; mais il faut remettre la question lors de l'examen de la position dans laquelle cette opération mettroit le capitaliste. Quant au propriétaire, dont je m'occupe présentement, il est démontré que si la baisse de l'intérêt précède, & que par cette raison on lui offre moins de sa denrée, il faut qu'il diminue sa consommation d'un cinquième. Cette portion de marchandise restera donc invendue.

[ 48 ]

Si une portion de la marchandise est sans débit, le reflet nécessaire est d'arrêter & de suspendre toute circulation, car il est impossible qu'elle subsiste avec la baisse effective du prix des denrées vendues par le propriétaire : je dis effective, parce que s'il payoit un impôt réel du cinquième de son revenu, & si cet impôt étoit ôté, alors la baisse du prix des denrées ne seroit pas effective pour lui, puisque le prix net qu'il recevrait seroit le même. Autrement toute baisse dans le prix des denrées fait dans l'instant même éprouver une gêne considérable ; parce qu'aussi-tôt qu'une seule classe des individus souffre, la circulation languit.

---

#### COMPARAISON DES RÉSULTATS

*Relativement à l'OUVRIER.*

**L**E salaire que j'ai assigné à l'ouvrier a été appuyé sur des principes incontestables : j'y ai insisté avec force, parce que j'ai senti de quelle importance il étoit de déterminer ce point essentiel. Il en résulte clairement que, soit que son prix dépende de l'intérêt de l'argent, soit qu'il dépende de celui de la denrée de première nécessité,

[ 49 ]

nécessité, comme c'est le salaire d'aujourd'hui qui paie la chose manufacturée hier, l'ouvrier n'aura jamais assez pour payer la valeur de ses besoins journaliers ; & la consommation qu'il devoit faire étant suspendue, il n'y a plus de circulation.

Mais si le salaire dépend de l'intérêt de l'argent, & s'il baisse dans la même proportion, il est impossible que l'ouvrier puisse subsister ; car, s'il reçoit son salaire dans la proportion de l'intérêt, il ne recevra ni la valeur en argent d'une fois & deux tiers le prix de son blé, ni la valeur de la quantité des marchandises dont il a besoin.

J'ai eu le plus grand soin de représenter les salaires de l'ouvrier sous une valeur relative au blé, d'une part ; & de l'autre, sous une quantité proportionnelle de marchandises fabriquées ; parce que ce sont ces proportions nécessaires dont la conservation importe, & qui servent de base pour apprécier toutes les opérations.

C'est sur-tout en considérant le salaire de l'ouvrier comme devant être partagé avec le capitaliste qui l'emploie, que l'on voit quelle

E

[ 50 ]

feroit la funeste influence que la baisse de l'intérêt, accompagnée de celle des denrées, auroit sur l'industrie; puisque, si la denrée ne hausse pas, le salaire se trouveroit réduit d'un quart: ce seroit un retranchement à faire sur le nécessaire, & par conséquent impossible.

---

#### POSITION DU CAPITALISTE.

**L**ES effets de la baisse de l'intérêt relativement au capitaliste, demandent un examen d'autant plus sérieux, qu'elle a été présentée comme le moyen de tirer de leur état négatif la plus grande quantité de signes représentatifs.

Dans l'état présent, les besoins nécessaires du capitaliste exigent la consommation de  $\frac{1}{24}$  de la marchandise fabriquée s'il paie les salaires dans la proportion du prix des denrées, &  $\frac{2}{49}$  s'il partage le gain des ouvriers.

Or, dans le cas où les denrées & l'intérêt éprouveront la même diminution, il ne pourra se procurer que  $\frac{1}{24} \frac{1}{12}$ , ou près de  $\frac{2}{49}$ . Comment la circulation, qui cependant ne peut se

[ 51 ]

faire qu'avec son secours, ne lui fournissant pas un revenu proportionné à ses besoins, subsistera-t-elle? Et comment s'y prêtera-t-il?

Sa situation n'est pas meilleure, si les denrées ne baissent pas en même tems que l'intérêt; car il éprouve un *déficit* d'un cinquième. Que l'on ne dise pas que les fonds inutiles à la circulation lui rentreront, & le dédommageront: c'est ici le point essentiel. Les prêts sont remboursés par le moyen des ventes. La marchandise fabriquée ne peut s'acheter qu'avec les revenus de l'agriculture, de l'industrie, ou de l'intérêt des avances. Si le revenu est moindre que ne doit être la vente pour opérer les remboursements, il n'y a plus de vente: s'il n'y a plus de ventes, il n'y a plus ni remboursements, ni prêts: la circulation est arrêtée.

C'est encore le cas d'observer que c'est avec la 36<sup>me</sup> partie de l'intérêt des fonds créés par la circulation, que le capitaliste paie l'acquisition qu'il fait aujourd'hui, & que c'est avec la vente d'aujourd'hui qu'on lui paie l'intérêt qui a couru hier. Or, si le revenu d'aujourd'hui ne suffit pas pour que la vente égale celle d'hier, elle sera au moins suspendue: le capitaliste ne sera alors ni payé de ses intérêts, ni

remboursé de ses fonds. La perte sera partielle pour les uns, & totale pour les autres; & cette révolution devient une catastrophe si considérable, qu'il faut tout le sang-froid & toute la réflexion pour l'envisager, & la croire: car l'accroissement & le remboursement des fonds de la circulation se faisant en raison composée, l'embarras qui peut y survenir doit s'augmenter dans la même proportion. Que l'on ne m'oppose pas l'exemple de l'Angleterre, où l'intérêt est bas: cet exemple est pour moi, puisque tout y est plus cher, & puisqu'il y a un numéraire factice qui balance l'effet du bas intérêt.

D'ailleurs, quand même l'intérêt baissant ne nécessiteroit pas la baisse des denrées, il faudroit qu'il s'opérât un vide de plus de 13 milliards dans l'année: & s'il étoit possible que les denrées baissassent dans le même tems, ce vide seroit de plus de 32 milliards. Cette énormité de pertes à supporter seroit justement ce qui s'opposeroit à ce qu'elle se réalisât en entier; & l'on chercheroit à y remédier par la hausse du prix des denrées & de la main-d'œuvre: alors il s'en faudroit bien que l'opération retirât de la circulation les fonds négatifs qui y sont répandus. Il faut cependant convenir que c'est par-là uniquement que peut s'opérer la restau-

ration d'un État. Le moyen de retirer ces fonds négatifs existe; mais c'est par la baisse du prix des denrées, sans diminution du taux de l'intérêt. Le résultat prouve que les proportions entre les revenus & les dépenses ne feront point changées: donc la diminution de revenu qui empêche les ventes de s'opérer, sera bien moindre; mais il faut que cette diminution dans le prix des denrées ne soit pas effective pour le propriétaire, & qu'elle s'opère par la suppression des impôts qui grossissent le prix de la marchandise. Ce résultat remplit toutes les conditions essentielles: l'opération conserve les proportions entre les revenus & les dépenses nécessaires; & elle a pour fin de retirer de la circulation des fonds inutiles, sans diminuer de la proportion des revenus; ce qui équivaut à une richesse acquise. Cet effet cependant, quelque sûr qu'il soit, ne peut être prompt, parce qu'il faut que ce soit l'aifance publique qui fasse prendre l'équilibre nécessaire.

M. Craufurd reconnoît le reflet utile que causeroit la diminution de l'impôt; mais il s'est trompé en voulant que cet impôt porte sur les objets de première nécessité, & en voulant que l'intérêt baisse en même tems. L'impôt frappant sur les objets de première nécessité, opère

le même effet qu'une augmentation de valeur, & par conséquent met dans un état négatif une plus grande quantité de signes représentatifs; ce qui est contraire à la fin que l'on se propose.

Les tableaux suivans vont montrer quelle différence apporte l'impôt dans les fonds de la circulation, & dans les revenus, suivant qu'il est assis différemment.

**L**A somme de l'impôt étant estimée à un dixième, il faut en voir les effets sous la forme d'impôt territorial, sous celle d'impôt sur les consommations, sous celle d'impôt sur les ventes de la marchandise fabriquée. J'ai déjà prévenu que je suivrois pour les calculs celui de la circulation où le capitaliste partage le gain avec l'ouvrier.

*Impôt territorial 60 liv.*

LA récolte qui n'étoit estimée que 600 liv. doit être vendue 660 liv.; & l'on va voir que le propriétaire vendant sa récolte cette somme, & par conséquent paroissant rester dans le même état, n'en portera pas moins l'impôt entier, s'il veut avoir les mêmes choses.

	<i>l. s. d. f.</i>
La matière première étant de 110 l. produira	1261 8 3 1
La nourriture de l'ouvrier 6 l. 12 f. . . .	1428 7 0 0
	2689 15 3 1
Le capitaliste a pour l'intérêt de son argent	1700 11 3 1
Il faut qu'il donne à la classe stérile . . .	220 0 0 0
	1480 11 3 1
Il lui reste . . . . .	1480 11 3 1
Le gain de l'ouvrier est de . . . . .	549 13 6 0
Le propriétaire a un revenu de . . . . .	600 0 0 0
	2629 14 9 1
Total des revenus . . . . .	2629 14 9 1
Il existe une charge apparente de . . . . .	60 1 6 0
	2689 15 3 1
Qui étant jointe fait le prix de la marchandise	2689 15 3 1

Mais elle est bien plus considérable. En effet, si le propriétaire veut se procurer  $\frac{1}{49}$ , il faudra qu'il dépense 658 liv. 14 sols, & il n'a que 600 liv.; il porte donc à lui seul la privation que paroît ordonner l'impôt.

Si le capitaliste vouloit se procurer la même quantité de marchandise, c'est-à-dire  $\frac{27}{49}$ , il faudroit qu'il dépensât 1482 l. 1 s. 6 d., c'est-à-dire un peu plus que l'intérêt de ses fonds: il ne peut donc, ayant employé plus de fonds, se procurer que les mêmes besoins. La charge qu'il éprouve est donc de tout l'intérêt de l'argent que la circulation a demandé de plus. Or, l'augmentation du numéraire qu'elle de-

[ 56 ]

mande est la différence de 34,011 l. 15 f. à 31,123 liv., qui est de 2888 l. 15 f., dont l'intérêt est 144 l. 16 f. Ainsi 60 liv. qu'a reçu le trésor en impôt territorial deviennent une charge de 58 l. 14 f. pour le propriétaire, & de 144 l. 16 f. par jour pour le capitaliste; & du tout, il n'entre dans l'épargne publique que 60 liv.

Si l'on veut voir ensuite les avances considérables que cette imposition force de faire, on trouvera que dans la supposition que nous avons faite, elles doivent être plus fortes de plus de 200 millions; & les fonds créés, qui étoient de 113 milliards 600 millions, feront de 124 milliards 142 millions.

*Impôt sur les consommations des denrées de première nécessité.*

Le prix de la récolte est de 600 liv.

Celui de la nourriture de l'ouvrier est de 300 liv., à quoi il faut joindre la portion d'impôt qu'il faut payer; ce qui équivaut à 6 l. 12 f. par classe.

	<i>l. s. d. f.</i>
100 liv. matière première donneront . . .	1146 14 9 2
6 l. 12 f. . . . .	1428 7 0 0
La marchandise vaudra . . . . .	<u>2575 1 9 2</u>

[ 57 ]

	<i>l. s. d. f.</i>
Le revenu du capitaliste est de	1595 17 3 2
Dont il faut qu'il ôte pour la	
classe stérile . . . . .	220 0 0 0
	<u>1375 17 3 2</u>
Reste , . . . .	
Le gain de l'ouvrier fera de . . . . .	549 3 6 0
Le propriétaire portant sa part	
de l'impôt, n'aura de revenu	
que . . . . .	590 0 0 0
	<u>2515 0 9 2</u>
Total des revenus . . . . .	
La charge apparente est de . . . . .	60 0 0 0

Mais si le propriétaire veut avoir  $\frac{12}{49}$  de la marchandise, il faut qu'il dépense 630 l. 12 f. 9 d.; le capitaliste dépensera 1418 l. 17 f. Ainsi le propriétaire sera privé de 40 l. 12 f. 9 d., au lieu qu'il l'étoit, lors de l'impôt territorial, de 58 l. 14 f.; le capitaliste aura été forcé de prêter 31,913 liv. faisant la différence de 790 liv. au-delà de ce que demande la circulation sans impôt: ce qui lui occasionne une première privation de 39 l. 10 f. de

revenu ci . . . . .	<i>l. s. d. f.</i>
	39 10 0 0
A quoi il faut ajouter la différence	
de 1418 l. 17 f. à 1375 l. 17 f.	
3 d. 2 f. qu'il reçoit . . . . .	42 19 8 2
	<u>82 9 8 2</u>

Sa privation ne sera que de 82 l. 9 f. 8 d. 2 f., tandis qu'elle étoit de 144 l. 16 f.



[ 58 ]

La charge totale ne fera donc que 40 l. 12 f. pour le propriétaire, & de 32 l. 9 f. 8 d. 2 f. pour le capitaliste. Il entre seulement 60 liv. dans l'épargne publique.

Cette comparaison ne laisseroit aucun doute sur la préférence à donner à l'impôt sur les consommations, s'il n'y en avoit encore un autre préférable.

*Impôt sur la vente des marchandises fabriquées.*

Si les 60 liv. d'imposition étoient assises sur les ventes au lieu de l'être sur les productions naturelles, qu'arriveroit-il? C'est qu'il n'y auroit aucune augmentation de fonds, aucune augmentation de prix de marchandise; & le propriétaire, l'ouvrier, & le capitaliste, porteroient chacun l'impôt dans la proportion de leurs facultés. Le premier essuyeroit la privation équivalente à  $\frac{1}{4}$  de l'impôt, le second à  $\frac{1}{9}$ , & le troisième à  $\frac{2}{9}$ : le premier payeroit 14 l. 18 f. 9 d., le second 12 l. 4 f. 9 d., le troisième 33 l. 1 f. 6 d.

Que l'on juge à présent si c'est une erreur, de penser qu'en mettant seulement le luxe à contribution, on en obtiendra une ressource

[ 59 ]

équivalente aux taxes que supportent les objets de première nécessité.

La marche de la circulation étant arithmétique démontrée, donne matière à des réflexions bien importantes. Elle rend compte de vérités que l'on soupçonnoit, mais qui, faute d'être bien connues, sont la source de bien des préjugés: elle explique comment la diminution du prix des denrées jette de la langueur dans la circulation, tandis qu'elle devoit tout animer, faciliter la vie du pauvre & de l'artisan, & diminuer le prix de tous les besoins. C'est qu'il faut qu'il y ait un revenu suffisant pour soutenir les ventes, au moyen desquelles toutes les avances se remboursent successivement, & qu'il y a impossibilité physique dans l'établissement de l'équilibre nécessaire, si le revenu du propriétaire diminue dans le moment de la baisse du prix des denrées; mais s'il ne diminueoit pas, alors la baisse des denrées remettrait en action utile une quantité énorme de fonds qui sont dans un état négatif. La diminution des denrées ne doit donc avoir pour cause que la suppression des impôts qui frappent directement sur elles, parce que le revenu net du propriétaire n'est pas alors diminué. L'effet ne fera pas subit: le propriétaire ayant du superflu,

[ 60 ]

fera moins excité à soutenir le prix de sa denrée; pour peu que la denrée baisse, il s'apercevra que ce superflu, loin d'être diminué, se trouve encore augmenté. Comme les ventes se feront soutenues au même prix, les remboursements se feront faits; mais chaque mutation n'aura pas eu besoin de tant emprunter: les matières fabriquées devenant par-là moins chères, l'aifance du propriétaire en deviendra plus grande encore; & c'est l'aifance du propriétaire qui contribue à la baisse des denrées, car leur prix se mesure suivant la proportion des besoins qu'il doit mettre à portée de satisfaire.

Il est démontré qu'il n'y a que la diminution des denrées qui puisse retirer une grande quantité de numéraire de l'état négatif où il est dans la circulation; mais cette diminution ne peut s'effectuer, sans troubler l'ordre de la circulation, que par la suppression des impôts qui frappent sur les denrées de première nécessité.

Il est démontré que la circulation une fois établie est assujettie à une proportion qui ne peut être changée. Quand même on ne supposeroit que 15 millions de dépense par jour au lieu de 24, & le prix des productions naturelles à 8 millions au lieu de 6, il faudroit que l'ou-

[ 61 ]

vrier & le capitaliste eussent par jour 7 millions de productions d'industrie, ou les  $\frac{7}{3}$  de la marchandise fabriquée; & cette proportion deviendroit nécessaire.

Il est démontré que l'augmentation ou diminution naturelle des denrées ne change rien à la position des différentes classes de l'État. (Voyez les tableaux: la récolte étant à 600 liv. & à 480 liv., l'intérêt restant à 5 ou 4 pour cent.)

Il est démontré que si l'intérêt change, la position de ces différentes classes n'est plus la même. (Voyez les tableaux: le prix de la récolte étant à 600 liv., l'intérêt étant à 4 ou à 5 pour cent; & le prix de la récolte étant à 480 liv., & l'intérêt à 4 ou à 5.)

Il est démontré que l'augmentation des denrées grossit, dans l'opinion, les fonds créés par la circulation; puisque les avances faites, ou les fabrications commencées, jouiront, lors des ventes, de l'augmentation de prix que reçoivent les nouvelles: la diminution des denrées produit l'effet contraire. (Voyez les tableaux, à la colonne des fonds créés, les denrées étant à 600 liv. ou à 480.)

La diminution naturelle des denrées met hors d'état de faire les remboursements: au contraire,

[ 62 ]

l'augmentation du prix des productions naturelles peut bien faire que la marchandise soit moins vendue en quantité ; mais le même argent étant dépensé, les remboursements se font, & un plus grand emploi de numéraire réel ou factice rétablit l'ordre.

Il est démontré que l'augmentation des impôts ne portant pas sur de nouvelles productions, finit par n'avoir d'autre effet que de nécessiter un plus grand emploi de signes représentatifs, & que cette augmentation n'est jamais suffisante ; en voici la preuve. Si l'impôt est de 60 liv. & la production d'industrie de 2400 liv. l'État y prendra  $\frac{1}{4}$  ; si l'État demande 60 liv. de plus, les denrées augmenteront de 60 liv. : la même production d'industrie vaudra, d'après le tableau de l'impôt territorial, 2689 l. 15 s. 3 d. 1 f. L'État devroit avoir un 20<sup>e</sup> de la marchandise fabriquée ; mais ce 20<sup>e</sup> coûteroit plus de 134 liv., & l'État n'en auroit que 120 liv. Voilà pourquoi une augmentation d'impôts en occasionne une autre : il y a donc alors, dans la main de quelques particuliers, une portion de revenu de plus que l'impôt ne doit leur laisser ;—de-là l'occasion de ce qu'on appelle *luxes*.

[ 63 ]

Il est démontré que si l'impôt est territorial, c'est le propriétaire qui le porte ; que l'ouvrier ne porte rien ; & que le capitaliste emploie seulement tout l'intérêt de l'argent qu'il a fourni de plus, pour avoir les mêmes besoins.

Il est démontré que dans l'impôt sur les consommations, la charge de l'impôt se partage entre le capitaliste & le propriétaire, & que cette privation existe pour le capitaliste, quoiqu'il consomme tout le revenu de l'argent qu'il a avancé de plus ; mais ce numéraire engagé d'une manière négative est bien moindre que lors de l'impôt territorial.

Il est démontré que l'impôt assis sur les objets d'industrie partage également la charge, & ne force pas à un emploi de fonds inutile.

Il est démontré que les productions naturelles ne peuvent augmenter en quantité, sans que les productions d'industrie n'augmentent en quantité dans le même rapport, & en valeur dans la proportion de 6 à 24.

Il est démontré que puisque les impôts qui ne portent point sur de nouvelles productions ne font qu'exiger un plus grand nombre de

[ 64 ]

signes représentatifs, & absorber leur pouvoir de reproduction, les emprunts sont préférables aux impôts, s'ils ne sont remplis que par de l'argent qui seroit dans un état négatif, parce que leur emploi ne peut être qu'en dépenses qui facilitent les moyens de créer de nouvelles productions.

Il est encore démontré que si les impôts n'étoient assis que sur les consommations des objets d'industrie, les emprunts ne seroient pas une charge, puisque le revenu de l'État s'accroît dans la proportion de la plus grande dépense des particuliers.

Il est démontré que les emprunts ne doivent pas exciter à retirer le numéraire qui y est dans un état productif, mais celui seulement qui y est dans un état négatif, ou que les impôts y seroient entrés comme tels.

Il est démontré qu'il n'y a que la suppression des impôts directs qui puisse retirer de la circulation une grande quantité de signes représentatifs.

Il est démontré que si la suppression des impôts parvenoit à faire baisser le prix des productions

[ 65 ]

productions naturelles, d'un cinquième, la circulation active augmenteroit d'un quart ; la preuve en résulte du numéraire qui seroit retiré de la circulation. (Voyez les tableaux. Le prix de la récolte à 600 liv. ; le numéraire propre à une seule circulation est 29,510 liv. à 480 ; la même circulation n'exige que 23,608 liv. ; le numéraire retiré seroit 5902 liv., ou le quart de 23,608 liv. qui seroit dans une circulation utile).

Il est enfin démontré que la valeur des productions d'industrie soldant tous les salaires, & toutes les productions naturelles, à l'exception de celles consommées par le propriétaire, l'impôt qui seroit uniquement assis sur les objets d'industrie seroit non-seulement suffisant, mais même qu'il retireroit de la circulation tous les signes représentatifs qui y sont dans un état négatif, l'unique difficulté existe dans le moyen de rendre la perception facile.

Je ne me dissimule pas qu'il y a des objections à faire relativement au commerce : les principales sont non-seulement l'avantage qu'un pays où l'argent est à 4 pour cent a sur un autre où le taux est à 5 pour cent, mais encore celui qu'il trouveroit à venir chercher des marchandises

F

à un prix très-bas, tandis que celles qu'il donneroit en échange feroient fort chères, ce qui opéreroit une balance *en argent* défavorable à la nation la plus industrieuse, dans les objets qui lui feroient nécessaires ; car alors elle échangeroit la représentation de beaucoup de travail contre la représentation d'un beaucoup moindre.

Je n'ai pas cru devoir répondre pour le moment à ces objections, parce qu'il ne s'agissoit que des moyens de retirer de la circulation l'argent qui y est dans un état négatif. D'ailleurs cette discussion tient à des questions que j'ai traitées dans un ouvrage qui fera bientôt en état de paroître.

Je prie seulement d'observer que j'ai dit que les principes sur l'intérêt de l'argent ne devoient pas être les mêmes dans un État plus agricole que commerçant. En effet dans celui-ci, la matière première est l'argent ; donc il doit être à bon marché. Quant à l'autre objection, il fera prouvé qu'il est facile de faire tourner au profit de l'État le bas prix des objets dont l'étranger a besoin.



ÉTAT comparatif des RÉSULTATS de la CIRCULATION

LE PROPRIÉTAIRE.

Intérêts différens.	Prix de la Récolte.	Prix de la Marchandise.			Son Revenu.	Sa Dépense nécessaire.	Prix de la Dépense.			Excédant ou Déficit.	
		liv.	l.	s.			d.	l.	s.		d.
à 5 pour cent	600	24	00	10 6 0	600	$\frac{6}{24}$ de la Marchandise	600	0	0	0	Egalité
à 5 pour cent	480	19	20	8 6 1	480	La même	480	2	1	2	Egalité
à 4 pour cent	600	19	60	14 10 1	600	La même	490	3	8	2	Excédant 109l 16s 3d 2f
à 4 pour cent	480	15	68	13 6 1	480	La même	392	3	4	2	Excédant 87 16 7 2

ÉTAT comparatif de la CIRCULATION

N°. Le gain de l'ouvrier étant payé par le produit de la Circulation au lieu d'être avancé, cela nécessite un autre Calcul proportionnel de 50 mutations : le Prix de la matière première employée est de 100 liv. & proportionnellement : celui de la nourriture est de 300 liv. Le gain de l'ouvrier est la moitié de l'intérêt composé de sa nourriture ; & l'intérêt faisant la part du Capitaliste, est celui de la matière première et moitié de celui du prix de la nourriture de l'Ouvrier.

LE PROPRIÉTAIRE.

Intérêts différens.	Prix de la Récolte.	Prix de la Marchandise.			Son Revenu.	Sa Dépense nécessaire.	Prix de la Dépense.			Excédant ou Déficit.	Son Gain.	
		liv.	l.	s.			d.	l.	s.			d.
à 5 pour cent	600	24	55	12 7 3	600	$\frac{12}{24}$ de la March <sup>de</sup> moins $\frac{1}{13}$	600	0	0	0	Egalité	509 8
à 5 pour cent	480	19	72	10 1 1	480	La même	479	19	4	0	Egalité	407 11
à 4 pour cent	600	16	26	13 5 0	600	La même	395	14	5	1	Excédant 204l 5s 6d 3f	308 0
à 4 pour cent	480	13	30	16 7 0	480	La même	322	19	10	2	Excédant 157 0 1 2	261 2

ÉTAT comparatif des RÉSULTATS de la CIRCULATION, suivant les différences du TAUX de l'INTÉRÊT, du PRIX des PRODUCTIONS NATURELLES, & le CAPITALISTE

LE PROPRIÉTAIRE.			L'OUVRIER.				LE CAPITALISTE.					Numér.	
Sa Dépense nécessaire.	Prix de la Dépense.	Excédant ou Déficit.	Son Revenu.	Sa Dépense nécessaire.	Prix de sa Dépense.	Excédant ou Déficit.	Intérêt de ses Avances.	Son Revenu net.	Sa Dépense nécessaire.	Prix de sa Dépense.	Excédant ou Déficit.		
	l. f. d. f.		liv.		l. f. d. f.		l. f. d. f.	l. f. d. f.		l. f. d. f.		l. f.	f.
$\frac{6}{24}$ de la Marchandise	600 0 0 0	Egalité	500	$\frac{5}{24}$ de la Marchandise	500 0 0 0	Egalité	1475 10 6 0	1300 0 0 0	$\frac{13}{24}$ de la Marchandise	1300 0 0 0	Egalité	295	10
La même	480 2 1 2	Egalité	400	La même	400 1 9 1	Egalité	1180 8 6 1	1040 8 6 1	La même	1040 4 5 1	Egalité	23608	10
La même	490 3 8 2	Excédant 109l 16s 3d 2f	500	La même	408 9 9 2	Excédant 91l 10s 2d 2f	1035 14 10 1	860 14 10 1	La même	1062 1 3 3	Déf. 201l 6f 5d 2f ou $\frac{2}{24}$ $\frac{1}{2}$	25893	11
La même	392 3 4 2	Excédant 87 16 7 2	400	La même	326 16 1 3	Excédant 73 3 10 1	828 13 6 1	688 13 6 1	La même	849 13 11 3	Déf. 161l of 5d 2f ou $\frac{2}{24}$ $\frac{1}{2}$	20715	18

ÉTAT comparatif de la CIRCULATION, suivant les Différences du TAUX de l'INTÉRÊT, du PRIX des PRODUCTIONS NATURELLES, & le CAPITALISTE partageant

la Cir-  
re Cal-  
matière  
ement :  
ouvrier  
re ; &  
la ma-  
urriture

LE PROPRIÉTAIRE.			L'OUVRIER.				LE CAPITALISTE.					Numéraire		
Dépense nécessaire.	Prix de sa Dépense.	Excédant ou Déficit.	Son Gain.	La Proportion avec le blé qu'il consomme.	Sa Dépense nécessaire.	Prix de sa Dépense.	Excédant ou Déficit.	Intérêt de ses Avances.	Son Revenu net.	Sa Dépense.	Prix de sa Dépense.	Excédant ou Déficit.		
	l. f. d. f.		l. s. d. f.			l. f. d. f.		l. f. d. f.	l. f. d. f.		l. f. d. f.		l. f. d.	d.
e la Marché moins $\frac{1}{13}$	600 0 0 0	Egalité	509 8 11 0	Une fois & $\frac{20}{36}$ en fus	$\frac{10}{49}$ $\frac{1}{8}$ de la Marché	509 8 11 0	Egalité	1556 3 8 2	1356 3 8 2	$\frac{27}{49}$ moins $\frac{1}{21}$ d' $\frac{1}{49}$	1356 3 8 0	Egalité	31123	14 2
La même	479 19 4 0	Egalité	407 11 2 0	Une fois & $\frac{9}{12}$ en fus	La même	407 17 4 0	Egalité	1244 18 11 2	1084 18 11 2	La même	1084 13 5 0	Egalité	21698	2 6
La même	395 14 5 1	Excédant 204l 5s 6d 3f	308 0 0 0	Une fois & $\frac{1}{38}$ en fus	La même	336 2 4 1	Def. 28l 2s 4d 1f ou $\frac{8}{49}$ d' $\frac{1}{49}$	918 13 4 2	718 13 4 2	La même	894 14 9 1	Déf. 176l 1f 4d 3f ou $\frac{5}{49}$ $\frac{1}{3}$	22966	14 4
La même	322 19 10 2	Excédant 157 0 1 2	261 2 11 2	Une fois & $\frac{1}{11}$ en fus	La même	274 19 17 1	Def. 13 16 7 3 ou $\frac{2}{49}$ d' $\frac{1}{49}$	749 13 7 3	589 13 7 2	La même	732 1 2 2	Déf. 142 7 6 3 ou $\frac{5}{49}$ $\frac{1}{4}$	18742	3 0

INTÉRÊT, du PRIX des PRODUCTIONS NATURELLES, & le CAPITALISTE faisant l'Avance des SALAIRES.

LE CAPITALISTE.

Excédant ou Déficit.	Intérêt de ses Avances.			Son Revenu net.			Sa Dépense nécessaire.			Prix de sa Dépense.			Excédant ou Déficit.	Numéraire & Evaluation.				Avances générales & Evaluation.				Fonds créés par la Circulation.							
	l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.		l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.
Egalité	1475	10	6	0	1300	0	0	0	$\frac{1}{2}$ de la Marche	1300	0	0	0	Egalité	295	10	6	0	ou 295,100,208	359044	8	4	0	ou 3,590,444,012	10,771,320	0	0	0	ou 107,713,200,000
Egalité	1180	8	6	1	1040	8	6	1	La même	1040	4	5	1	Egalité	23608	10	5	0	ou 236,085,000	287237	0	0	0	ou 2,872,370,000	8,617,110	0	0	0	ou 86,171,100,000
91 10s 2d 2f	1035	14	10	1	860	14	10	1	La même	1062	1	3	3	Déf. 2011 6f 5d 2f	25893	11	4	1	ou 258,935,677	315040	6	0	0	ou 3,150,403,000	9,451,211	15	10	0	ou 94,512,117,500
73 3 10 1	828	13	6	1	688	13	6	1	La même	849	13	11	3	Déf. 1611 0f 5d 2f	20715	18	0	0	ou 207,159,000	252043	9	0	0	ou 2,520,434,500	7,561,303	10	0	0	ou 75,613,035,000

INTÉRÊT, du PRIX des PRODUCTIONS NATURELLES, & le CAPITALISTE partageant le Gain de l'OUVRIER.

LE CAPITALISTE.

Excédant ou Déficit.	Intérêt de ses Avances.			Son Revenu net.			Sa Dépense.			Prix de sa Dépense.			Excédant ou Déficit.	Numéraire & Evaluation.				Avances générales & Evaluation.				Fonds créés par la Circulation.							
	l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.		l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.	l.	f.	d.	f.
Egalité	1556	3	8	2	1356	3	8	2	$\frac{27}{49}$ moins $\frac{1}{21}$ d' $\frac{1}{49}$	1356	3	8	0	Egalité	31123	14	2	0	ou 311,237,083	227201	17	2	0	ou 2,272,018,583	11,360,092	18	4	0	ou 113,600,929,166
Egalité	1244	18	11	2	1084	18	11	2	La même	1084	13	5	0	Egalité	21698	2	6	0	ou 216,981,205	158396	8	0	0	ou 1,583,964,000	7,919,800	0	0	0	ou 79,198,000,000
1 2s 4d 1f ou $\frac{5}{49}$ d' $\frac{1}{49}$	918	13	4	2	718	13	4	2	La même	894	14	9	1	Déf. 1761 1f 4d 3f	22966	14	4	2	ou 229,667,187	167656	16	4	0	ou 1,676,568,166	8,382,840	16	8	0	ou 83,828,408,333
16 7 3 ou $\frac{1}{2}$ d' $\frac{1}{49}$	749	13	7	3	589	13	7	2	La même	732	1	2	2	Déf. 142 7 6 3	18742	3	0	0	ou 187,421,500	131195	1	0	0	ou 1,311,950,500	6,559,752	10	0	0	ou 65,597,525,000

N<sup>o</sup>. Pour trouver les avances générales, comme il y a 50 mutations, il faut multiplier la quantité du numéraire par  $7\frac{3}{10}$ ; & pour avoir les fonds créés par la Circulation, il faut multiplier la somme des avances générales par 50.



## IMPÔT SUPPLÉTIF,

OU

### TROISIÈME PARTIE

*D'un Ouvrage intitulé : Vues d'un Patriote, ou nouvelles bases politiques, offert aux Réflexions des NOTABLES, mise depuis dans un plus grand jour.*

Sachons enfin ce que nous pouvons être.

ON a vu, dans la première Partie, que la conversion des contrats au denier 40 en contrats commercables au denier 25 (leur masse supposée de deux milliards) la diminueroit de 750 millions pour l'Etat; & en augmenteroit de quinze pour cent pour les Rentiers, le prix le plus haut auquel ils aient jamais été portés depuis leur constitution en rentes à perpétuité; que remboursables à des échéances successives à Paris & sur toutes les places du Royaume, leur explosion, en portant la chaleur & la vie dans toutes les branches de notre industrie, augmenteroit encore de 50 millions au moins les revenus de l'Etat; & que ces 50 millions ajoutés à 60 millions qu'il auroit éternellement à

\* D 3



payer, opéreroient (à 11 millions près) en vingt années, sa libération quant à cette partie séparée de ses dettes.

On a vu, dans la deuxième, que, par une suite de l'adoption des moyens indiqués dans la première, les portions engagées du Domaine, pourroient (toute justice envers les engagistes pleinement remplie) être retirées de leurs mains; que leur aliénation *pure & simple*, ainsi que celle des portions qui ne sont point sorties des mains du Roi, en les divisant, selon leurs especes & leur local, en petites propriétés plus ou moins étendues, augmenteroient indéfiniment, par des droits successifs *de mouvance*, avec la masse progressive de leurs productions, conséquemment de nos richesses territoriales, les revenus actuels de l'Etat; que leur prix, payable, à l'option des Acquéreurs, *en especes ou en nouveaux contrats*, accéléreroit avec d'autant plus d'efficacité sa libération, qu'il seroit porté, à la chaleur des enchères, au-delà même du double de ce qu'il pourroit l'être dans aucun autre temps; que l'opinion de leur inaliénabilité *primitive* est absurde; conséquemment, que les loix subséquentes qui l'ont incrustée dans nos têtes, peuvent être abrogées.

Un dernier moyen (on le verra dans celle-ci) donneroit aux ressorts politiques, physiques & moraux le plus haut degré possible de force & d'énergie.

Ce moyen seroit un impôt simple, dont la répartition fût nécessairement équitable, & la perception insensible; & qui, substitué *légalement* à la Capitation, à la Taille, aux Vingtièmes, aux Aides, aux Traités, aux Péages & à la chaîne sans fin des taxes burfales, qui forment notre code fiscal, pût, par son produit isolé, remplacer le montant réuni de leurs produits respectifs (1).

C'est un fait, que l'Auteur des *Observations sur le Commerce des Grains* atteste sur la foi du Gouvernement, d'après des états vérifiés par ses ordres: que le montant de la consommation du Bled dans le Royaume est de 1368 millions 570 mille livres, en évaluant le pain à 2 sous 6 deniers la livre.

(1) Il est à désirer qu'on se pénètre, avant d'aller plus loin, de l'esprit des deux premières Parties, spécialement de l'esprit des notes quatre (p. 11), deux & cinq (pages 20 & 22).

C'en est un autre, que 273 millions 700 mille livres sont à 1368 millions 500 mille livres, comme 6 deniers à 2 sols 6 deniers, ou comme 1 est à 5.

Ces deux bases posées, un impôt de 6 deniers, perçu sur chaque livre de bled à moudre, donneroit un produit de 273 millions 700 mille livres (2).

Qu'on porte, si l'on veut, à 8 millions 700 mille livres les frais de sa perception (3) : son produit net seroit de 265 millions,

(2) Cet impôt, porté en Hollande à trois florins & autant de schelins par quintal, ou à six liards un denier de notre monnoie par livre de farine, un Citoyen vertueux, & plein de vues analogues à ce caractère, feu le Chevalier de Forbin, en le réduisant à cent sous par quintal, ou à un sol par livre, eût voulu en faire un impôt supplétif de tous les autres. Son ouvrage, calqué sur le plan de l'Administration municipale de Marseille, où il le fit imprimer en 1762, a pour titre : IMPÔT UNIQUE ÉTABLI PAR LA RAISON.

(3) Sa perception, en la réunissant à celle des Fermes, seroit bien moins couteuse qu'on ne le suppose. Elle se feroit immédiatement par les Meüniers, au moyen d'une légère rétribution, sur les certificats des pesées qu'un Officier municipal proposé à cet effet dans chaque chef-lieu, Ville, Bourg ou Village, auroit faites & enregistrées des quantités de bled à moudre. Les Meüniers seroient en conséquence tenus de compter de son produit à la volonté des Commis

dont 157 millions 143 mille livres remplaceroient d'une part, le montant réuni de la Capitation, de la Taille, des Vingtiemes \*; & dont 84 millions remplaceroient, d'autre part, le montant réuni du surplus des perceptions faites aujourd'hui par les Régisseurs-Généraux, & par les Administrateurs du Domaine \*\*. Ces deux sommes

ambulans des Fermes, chargés de les surveiller, de surveiller tout à la fois les Certificateurs. Chaque Citoyen, la société entiere, mué par le plus puissant motif qui jamais ait pu la mouvoir, les surveilleroit tous. L'intérêt des particuliers, qui pourroient être tentés de frauder, & celui de leurs fauteurs, ne seroit pas d'ailleurs assez important pour les déterminer à compromettre leur liberté, leur honneur & leur fortune.

Si l'on veut supposer que les frais de son établissement & les difficultés locales de sa perception diminueroient dans les premiers temps son produit; qu'on se souviene que l'Administration auroit à sa disposition un fonds libre de 250 millions, pour en remplacer le vuide accidentel, quel qu'on veuille imaginer qu'il pût être. L'ordre établi auroit toujours la même tendance; sa marche, au pis, ne seroit ralentie que pour un court espace de temps. La perception des Aides, cet Impôt si accablant pour les anciennes Provinces, & qui fait tant de misérables, présentoit bien d'autres difficultés, & on les a vaincus.

\* Voyez le Compte rendu au Roi, (p. 105 & 108.)  
\*\* Voyez le même Compte, (p. 106.)

déduites de 265 millions, resteroient 23 millions 857 mille livres pour remplacer le montant du produit des Péages & des Traités.

Nous n'aurions plus à attendre le bonheur : nos personnes, nos propriétés, notre industrie seroient *franches* ; & le Commerce n'auroit plus d'entraves.—Les Douanes reléguées aux Ports de mer & aux frontières, qu'on en laissât subsister la perception seulement sur le pied des tarifs actuels ; leur produit donneroit à l'Etat un surcroît de revenu de plusieurs millions, qu'augmenteroient progressivement des échanges de jour en jour plus multipliés des productions de notre sol & de nos Manufactures avec les productions du sol & des Manufactures de toutes les régions de la Terre.

Si ce n'étoit pas assez pour suffire à ses dépenses nécessaires & à l'amortissement successif de ses dettes (*autres que les nouveaux contrats*) ; un moyen sûr & facile d'y pourvoir efficacement, seroit de continuer d'après une connoissance positive, jusqu'à la cessation de ses besoins, les perceptions les

moins onéreuses, soit de la Régie générale, soit de celle des Droits domaniaux. Il auroit moins à payer d'année en année : sa libération & l'accroissement de ses revenus marcheroient d'un pas égal.

Dans ce nouvel ordre de choses, les fonds ne manqueroient plus pour rapprocher les Provinces par des canaux & de nouvelles routes ; pour en faire, par leur rapprochement, un ensemble vigoureux & indestructible ; & , par leurs correspondances directes dans les deux Mondes, le centre du Commerce de l'un & de l'autre.

L'abattement & la langueur cesseroient dans les campagnes ; l'espoir de l'aisance ; celui du *mieux*, renaissant chaque jour, les ranimeroit de plus en plus ; rien à l'avenir n'y seroit perdu (4) : tout y

---

(4) On suppose les Gabelles modifiées d'après le plan indiqué au Chapitre IV ( pag. 26, 27, 28 & 29 ) ; on suppose en même temps que ni les corvées, ni aucune espèce de servitude personnelle ou réelle, *irrachable*, ne défigureroient plus notre législation ; que ces monumens de la barbare stupidité de nos peres en auroient été, ou en seroient

tendrait continument à accroître le nombre des consommateurs & la masse des denrées ; à augmenter conséquemment le produit , & à diminuer le poids d'un Impôt qui , réparti avec égalité , & perçu sans contrainte sur l'universalité des individus (5), ne seroit senti par aucun. Il faut le démontrer.

Nous ne craindrions plus d'aggraver notre joug, en arrosant la terre de nos sueurs ; & l'abondance de ses productions , en

---

effacés. Ce n'est qu'en les effaçant ( les droits honorifiques , les justices & les mouvances conservés dans leur intégrité ) que l'esprit régénérateur & si touchant de l'Edit du 10 Août 1779 peut être complètement rempli. Un Etat , qui veut consolider sa base , conserver ou rétablir les mœurs , & se perpétuer , doit attacher à la culture de son sol , par l'expectative & l'attrait de la liberté personnelle & du droit absolu de propriété , le plus grand nombre de sujets possible. Sully , où êtes-vous ? Nous prêchons votre Evangile.

(5) Les journaliers de tous métiers , réduits dans la plupart des Provinces intérieures à se nourrir de pain de seigle ou d'orge , de farine de bled noir & de maïs , de pommes de terre & de châtaignes , seroient seuls exempts d'un impôt qui , en les affranchissant des taxes arbitraires qu'on arrache à leur misere , exciteroit chaque jour leur émulation & leur courage à le partager.

nous donnant , chaque année , de nouveaux moyens , nous donneroit , chaque jour , une nouvelle énergie pour les accroître (6).

Que la masse collective du Bled dans le Royaume , ( l'accroissement du surplus de nos denrées à part ) ne fût accrue que d'un cinquieme (7) ; le prix commun du pain , aujourd'hui de deux sols six deniers la livre

---

(6) On compte dans le Royaume environ 40 millions d'arpens de terres délaissées & en landes. Nous pourrions augmenter de 1800 millions à 2 milliards , productifs d'intérêts en denrées , la valeur de notre sol. L'Agriculture est le premier fondement de la puissance & de la splendeur des grands Etats. Un grand Etat perdra donc nécessairement l'une & l'autre ; si l'argent y rapporte progressivement , plus que ne font les terres. Avilir l'argent , & rehausser le prix des propriétés foncières sera imperturbablement le premier principe d'une Administration éclairée & pure.

(7) Nous ne verrions plus de chaumières abandonnées ; leurs malheureux possesseurs , assurés de retrouver leur grabat , après avoir porté le poids du jour , le seroient en même temps de trouver dans leurs terres natales les moyens de subsister par la continuité de leurs travaux , & ne seroient plus nécessités à venir se corrompre dans les villes , ou à périr dans des hôpitaux. Nous n'aurions donc plus , pour détruire la mendicité , qu'à forcer les vagabonds gangrenés à des travaux utiles ; & pour mériter le nom d'hommes , qu'à assurer aux vieillards & aux infirmes , dénués de moyens de se substanter , des alimens propres & salubres

à Paris & dans les Provinces , baifferoit dans la même proportion ; & au lieu de deux sols, seroit , combiné avec l'Impôt sup- plétif, de ce qu'il est aujourd'hui, de deux sols six deniers la livre (8), qui, *eu égard au surhaussement des salaires de la main- d'œuvre, à l'explosion des especes & de leurs signes*, n'équivaudroient pas même à deux sols actuels pour les Journaliers & les Ouvriers de tout genre. Les revenus de l'Etat augmenteroient de jour en jour, & nos charges seroient d'année en année plus légères. *Chaque sujet trouveroit donc son plus grand bien dans l'emploi de toutes ses facultés au plus grand bien de tous.*

---

dans des asyles où ils ne fussent point entassés, & où ils pussent respirer un air pur. Une grande Nation est une famille immense, dont les membres, liés par des nœuds sacrés, se doivent solidairement des consolations & des secours dans les malheurs de la vie.

(8) La prévision de ce résultat en avanceroit l'époque. (Les deux tiers de nos bleds suffiroient à notre subsistance dans les plus mauvaises récoltes.) L'Administration auroit d'ailleurs sous sa main un moyen simple & efficace de l'avancer à peu de frais.

Nos loix burfales seroient successivement abolies, ou du moins leur multiplicité auroient cessé d'être un cahos où la raison se perd. Les Peuples ne seroient plus dévorés : nous serions délivrés des loups, sans avoir mis leurs têtes à prix. Nous aurions obtenu le *grand œuvre* par des procédés antipodes de ceux qui nous ont conduits au période où nous sommes (9).

Un nouveau Soleil se leveroit sur notre atmosphere, & nous donneroit intermi- nablement des jours de plus en plus sereins.

Après treize siecles, nous verrions enfin couvertes d'un Peuple actif, d'ar- bres & de moissons, *nos bruyeres & nos terres vagues*. Il n'y auroit plus de friches : tous les germes du *bien* seroient

---

(9) *Quand une Loi politique, dit Montesquieu, établie dans l'Etat, devient destructrice du Corps politique pour lequel elle a été faite, il ne faut pas douter qu'elle ne puisse être changée par une autre Loi politique ; & bien loin que cette seconde Loi soit opposée à la première, elle y sera entièrement conforme, puisqu'elles dépendront toutes deux de ce principe : LE SALUT DU PEUPLE EST LA SUPRÊME LOI.* Esprit des Loix, Liv. 26, Chap. 23.

fécondés dans une Nation libre & puissante sous un Roi adoré & toujours obéi. L'Egoïsme rendroit aux vertus leur place dans nos ames, qu'agrandiroit cet accord si desirable de notre liberté & de notre dépendance; & nous ne nous ferions une gloire du bonheur de nous appartenir, que pour nous immoler à l'envi au bonheur & à la gloire de nos Dieux tutélaires. Nous ne serions plus enchaînés que par les bienfaits; & l'Autorité seroit irrésistible sans nous asservir. Nous n'aurions plus de crainte que celle d'être ingrats (10).

Civil

Que notre Code fût simplifié, notre Code pénal gradué, la discipline de nos Tribunaux plus active; que la double for-

(10) Les mœurs, les vertus, la vraie élévation, ( ce qu'on appelle honneur s'allie souvent avec leurs contrastes ) ne furent jamais compagnes de la servitude; & une Nation ne sera constamment heureuse & puissante, qu'autant qu'elles feront la base constante de sa félicité & de sa puissance. Les intérêts du Souverain & les intérêts des sujets sont donc essentiellement indivisibles. Tel est ( l'oublions nous même encore aujourd'hui! ) sur toutes les autres formes de Gouvernement l'avantage inappréciable de la Monarchie, ramenée à ses vrais principes.

mation de nos corps militaires de terre & de mer, & leur tactique respective fussent tout-à-la-fois perfectionnées autant qu'elles pourroient l'être: nous serions, sous tous les rapports, la premiere Nation de l'Univers; & nous le serons. Cette gloire nous attend sous un Roi, qui n'en connoît de vraie, que de régner sur un Peuple libre, heureux & fidele.

Spes jubet esse ratas.

FIN.

T A B L E.

DISTRIBUTION & Plan de l'Ouvrage,  
Page 1

PREMIERE PARTIE.

<i>Principe ou moyen régénérateur.</i>	3
<i>Esquisse de ses résultats.</i>	9
<i>Mesures qui assureroient leur stabilité &amp; leurs progrès.</i>	13
<i>Calcul raisonné des mêmes résultats, combinés avec le produit des Fermes.</i>	19

DEUXIEME PARTIE.

<i>De l'essence du Domaine, &amp; des avantages de son aliénation.</i>	35
--	----

TROISIEME PARTIE.

<i>Impôt supplétif.</i>	53
-------------------------	----

